

LE MOIS À L'UNESCO n°75-76

Bulletin trimestriel d'information

octobre 2009 – mars 2010

Irina Bokova

La nouvelle Directrice générale de l'UNESCO

Le Forum des OING à Rome

Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO
9, rue Cler – F75007 Paris

**LE MOIS À L'UNESCO
THE MONTH AT UNESCO
EL MES EN LA UNESCO**

Bulletin trimestriel d'information édité en français par le CCIC (Centre Catholique International de Coopération avec l'UNESCO)
Quarterly Information Bulletin published in English by the CCIC (International Catholic Centre for Cooperation with UNESCO)
Boletín trimestral de información editado en español por el CCIC (Centro Católico Internacional de Cooperación con la UNESCO)

9, rue Cler – F 75007 Paris

Tél. 33 (0)1.47.05.17.59

E-mail : infos@ccic-unesco.org

Directeur de la publication/Director of the publication/Director de la publicación : Catherine Deremble

Rédacteur en chef/Chief Editor/Jefe de redacción : Pierre Kemner

Secrétaire de rédaction, Composition/Typesetting/Composición : Jeanne Andlauer

Impression/Printing Section/Impresión : Copy House, Paris

Abonnement annuel/Annual Subscription/Suscripción anual : **125 € (la cotisation au CCIC est incluse)**

Abonnement de soutien/Supporting subscription/Suscripción de apoyo : **200 €**

Règlement par chèque bancaire au nom de CCIC

Payment by bank check to CCIC

Pago por cheque bancario dirigido a CCIC

9, rue Cler – F 75007 Paris



SOMMAIRE

	Le Billet du Conseiller ecclésiastique.....	4
UNESCO		
	Le CCIC a invité la chef de section des ONG de l'Unesco	
	Intervention de Marie-Ange Théobald	5
	La 35^{ème} Conférence générale de l'Unesco.....	8
	15 octobre 2009 : une nouvelle ère s'ouvre pour l'Unesco	
	L'élection de Madame Irina Bokova, Directrice Générale (photo)	11
Copenhague		
	Changement climatique.....	18
Semaines sociales		
	Semaines sociales de France session 2009	
	Jérôme Vignon.....	20
Forum de Rome		
	Forum des ONG d'inspiration catholique 12-14 février 2010 à Rome	
	- Synthèse du Forum présentée en réunion de consultants du CCIC	22
	- Une intervention du Forum en plénière par A-R. Ndiaye.....	24
	- Lettre de conclusion de Johan Ketelers.....	32
	- Evaluation du Forum	33
Vie des ONG		
	La 35 ^{ème} Conférence générale vue par une ONG membre du CCIC	34
	Activités internationales de l'AIC	36
Vie du CCIC		
	- Commission Société.....	37
	- Commission Education et culture	39

L'Église croit au rôle des organismes internationaux

La nomination récente de Madame Irina Bokova comme Directrice générale de l'Unesco et le Forum des ONG d'inspiration catholique, qui s'est tenu à Rome en février 2010, donnent l'occasion de redire la confiance de l'église catholique dans les organismes internationaux.

Associer ces deux événements c'est aussi illustrer deux thèmes essentiels de la Doctrine sociale de l'église : l'aspiration à une gouvernance mondiale et le principe de subsidiarité.

« Tout l'homme, tout homme », telle est la traduction concrète du « verbe fait chair », de la rencontre intime entre Dieu et l'humanité. La figure du Christ a ouvert l'église dès sa naissance à l'universel, pas simplement pour convertir, mais pour une mission plus large : celle du souci de toute l'humanité.

Pensée d'abord dans le cadre de l'empire romain, cette vocation à l'universel s'est déployée au fil des âges. Dans le cadre de la modernité et de l'émergence des démocraties, l'église a saisi l'importance des organismes internationaux pour promouvoir la paix et le respect de la dignité de chaque être humain au sein de la diversité des peuples, des nations ou des croyances. Parce que Dieu est un l'humanité est une.

L'héritage de la mémoire des états pontificaux donne au statut du Saint-Siège une place spécifique d'observateur ou de participant aux grands organismes internationaux. Dans ces missions, la catholicité est transparente à l'universalité. Voilà pourquoi l'église catholique croit spécialement au rôle exemplaire de l'Unesco, en matière d'éducation, d'éthique et de promotion de la Paix. C'est dans le respect de toute vie, celle des enfants, des plus humbles et des plus pauvres que trouve sa justification fondamentale le service d'une gouvernance mondiale.

Mais ô combien ce principe universel doit pour s'appliquer efficacement, mettre en œuvre de choses diverses et variées, adaptées aux époques, aux mentalités et aux cultures.

Les ONG catholiques dans leur diversité sont la manifestation concrète du principe de subsidiarité. Le Forum leur a permis d'échanger ces « bonnes pratiques », mais pour les participants ce fut aussi une occasion exceptionnelle d'écouter et de découvrir de la charité quand des hommes et des femmes se lèvent pour relever le défi concret d'aimer le plus prochain, en Haïti, en Inde, dans les bidonvilles.

Pour finir, saluons pour le prochain mois de mai, combien ces engagements sont féminins. Si l'humanité est une, c'est aussi parce qu'une femme est capable d'être mère, et spécialement « mère de Dieu ».

Hugues Derycke
Conseiller ecclésiastique CCIC

Le CCIC a invité la chef de section des ONG de l'Unesco Marie-Ange Théobald

Nous tenions à recevoir au CCIC, le 18 janvier 2010, **Marie-Ange Théobald** car elle représente pour le Centre et ses membres le premier interlocuteur de l'UNESCO, en tant que chef de section des ONG et secrétaire du Comité sur les ONG du Conseil exécutif.

Verbatim

« Je vais articuler mon propos en deux phases, d'abord les aspects statutaires de nos relations puis un propos plus large sur l'Unesco, sur la manière dont on peut ensemble réfléchir à l'avenir.

L'Unesco comprend trois parties pas nécessairement égales : les ONG, les États-membres qui sont chez nous les « patrons », le Secrétariat qui est la partie que je représente ici et dont la tête est la nouvelle Directrice générale Irina Bokova. Je suis, comme vous le savez, Chef de la section des ONG au Secteur des relations extérieures et de la coopération et j'assure le secrétariat du comité sur les ONG du Conseil exécutif .

◆ L'Unesco et les ONG

Du côté ONG, la Conférence internationale des ONG en relations officielles avec l'Unesco se réunit tous les 2 ans et élit un comité de liaison pour, comme son nom l'indique, faire la liaison avec l'organisation pendant deux ans. Il y a aussi des Commissions Programmatiques Mixtes sur un certain nombre de sujets d'intérêts communs. Celles-ci ne sont pas aussi mixtes que l'on pourrait le souhaiter mais les responsabilités sont partagées. Le Secrétariat ne s'y intéresse pas autant qu'il faudrait. Côté ONG il pourrait y avoir une plus grande concertation sur les sujets choisis. Nous allons nous employer ensemble à les rendre aussi mixtes que possible. Côté Secrétariat, je représente la section des ONG mais il y a aussi essentiellement les Secteurs de programme, chacun ayant un point focal

ONG, avec lequel vous travaillez. Côté États-membres, la troisième partie, les organes directeurs de l'Unesco sont d'une part la Conférence générale qui réunit les 193 États-membres et le Conseil exécutif, élu par la Conférence générale et qui a 58 membres. Comme devant un conseil d'administration, la Directrice générale vient y rendre compte de la mise en œuvre des programmes et budget adoptés par la Conférence générale tous les 2 ans. Ce conseil exécutif a un Comité sur les ONG dans lequel toutes les ONG en relations officielles sont invitées. Nous y organisons depuis 4 ans, dans le cadre de sa revitalisation décidée par la Conférence générale, débats et tables rondes sur des sujets d'intérêts communs. Monsieur András

LAKATOS,

Ambassadeur de Hongrie, que certains d'entre vous connaissent bien a présidé ce Comité durant 2 biennia de suite, ce qui est rare.

La force de l'Unesco c'est de coupler une visée philosophique fondée sur la plénitude de l'individu dans sa relation avec l'autre d'une part et d'autre part, la puissance des États, résolu à s'imposer des devoirs « dans un esprit de mutuelle assistance » c'est à dire s'appliquant à eux-mêmes le principe de relation placé au centre de tout. »

Je dirais que c'est le seul endroit où les ONG peuvent rencontrer les États-membres, parler avec eux, donc échanger expériences et préoccupations et les convaincre de toute la pertinence de la coopération avec les ONG. Vous représentez une valeur ajoutée, toutes les audaces sont les bienvenues. Pour terminer sur le comité des ONG, le nouveau président élu est Monsieur Hany HELAL l'ambassadeur d'Égypte. Monsieur Mohamed EL ZAHABY, Délégué permanent adjoint a participé activement au Comité lors du précédent biennium et s'intéresse déjà à la question. Les ONG sont évidemment les bienvenues au sein de ce comité où il y a 23 États membres. La liste des pays se trouve sur le site de l'Unesco.

Pour régir les relations entre ces trois parties, il y a les Directives que vous connaissez sans doute. Entre Unesco et ONG, trois grandes catégories : les relations opérationnelles qui sont la porte d'entrée, relations formelles de consultation ou d'association, destinées aux ONG faitières couvrant un ensemble d'ONG d'une même activité.

J'ai le plaisir de vous annoncer ce soir que la lettre de l'entrée du CCIC en relations officielles avec l'Unesco a été signée par la Directrice générale. Cela allait de soi pour nous.

Enfin, il existe une **coopération au niveau national** avec d'une part les commissions nationales pour l'UNESCO qui regroupent les communautés éducatives, scientifiques, culturelles et de communication dans chaque pays et d'autre part les bureaux hors siège qui représentent le secrétariat et qui travaillent avec les ONG. Les trois sont invités à coopérer ensemble.

Lors de son allocution inaugurale, Mme Bokova a d'emblée affiché son souhait de renforcer la coopération avec la société civile, avec tous nos partenaires. J'en ai apporté des exemplaires, je vous invite à le lire, cela vous permettra d'avoir une vue d'ensemble de son projet. Elle y souligne ce qu'elle appelle le nouvel humanisme. « Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la paix, à la démocratie, à la justice et aux droits de l'homme. Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la tolérance, au savoir et à la diversité des cultures. Il s'enracine dans l'éthique et dans la responsabilité sociale et économique. Il s'incarne dans l'assistance aux plus vulnérables. Il est au cœur de l'engagement dans la lutte contre les grands défis communs, notamment le respect de l'environnement »

Après la description des relations statutaires de l'Unesco avec les ONG, je voudrais élargir mon propos et proposer quelques pistes de réflexions sur la raison d'être de l'UNESCO et sur l'intérêt qui est le nôtre de coopérer ensemble.

◆ **Coopération, échange et devoir sacré**

Une chose me frappe, on croit connaître l'Unesco mais elle reste assez invisible pour beaucoup. D'ailleurs Madame Bokova a parlé de visibilité pour faire passer notre message.

Notre coopération avec ce que j'appelle les forces vives des nations c'est à dire la société civile, les ONG, vous, est très importante. Je vais faire un détour historique pour illustrer mon propos. Tout le monde a une idée de l'Unesco essentiellement fondée sur les panneaux qui indiquent que tel ou tel site appartient au patrimoine mondial de l'humanité mais cette vitrine ne donne pas accès à sa véritable raison d'être. L'Unesco vous le savez, voit le jour à partir d'une idée simple : le constat que, je cite l'acte constitutif, « *la grande et terrible guerre qui vient de finir a été rendue possible par le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine* »(Préambule). Un reniement induit et attisé par « *l'ignorance et le préjugé* ». La conséquence de ce constat de base était de conclure - et c'est là la première et très belle phrase de l'acte

constitutif « *les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.* » Contre l'ignorance, cultiver l'éducation et contre le préjugé, enseigner la culture. Le fondement et le projet étaient clairement fixés ainsi que les domaines de compétence qui en résultaient, l'éducation, la culture et la science en tant qu'**espaces de vérité et d'universalité** et la libre-circulation des idées par l'écrit et par l'image en tant que supports de tout cela.

Mais je dirais de manière bien plus essentielle, c'est aussi une méthode qui se dégageait, la **coopération, l'échange, la relation**. Tout le texte de l'acte constitutif repose sur ce principe cardinal. Et cette condition ne peut être remplie à mon sens que par la construction d'une estime réciproque entre des gens à force de mieux se connaître. Ce qui distingue l'Unesco des autres organismes des Nations-unies et aussi des autres

Sans éducation, sans culture, la probabilité de bonne intelligence entre les groupes humains décroît très vite, quelle que soit la valeur des personnes et la chaleur de leur relation.

organisations non gouvernementales, c'est qu'elle est la seule à élever ce principe d'interaction banal qui sous-tend les instances de coopération humaine au rang de « **devoir sacré des États** »(Ibidem). Et cette notion de devoir sacré, qui est rarissime dans la diplomatie est d'une grande force. Elle place au-dessus des constitutions même des États-membres deux obligations majeures : procurer l'éducation pour tous et propager la culture. Non pas parce que c'est beau ou noble mais parce que c'est déclaré indispensable à la vie d'une société humaine contre la tentation de guerre et la course à la misère pour le plus grand nombre. Sans éducation, sans culture la probabilité de bonne intelligence entre les groupes humains décroît très vite quelle que soit la valeur des personnes et la chaleur de leur relation. La force de l'Unesco c'est de coupler une visée philosophique fondée sur la plénitude de l'individu dans sa relation avec l'autre d'une part et d'autre part la puissance des États, résolu à s'imposer des devoirs « *dans un esprit de mutuelle assistance* » c'est à dire s'appliquant à eux-mêmes le principe de relation placé au centre de tout.

Cette force a produit des effets et le plus notoire est la popularisation réussie du concept de patrimoine mondial. On découvre aujourd'hui qu'en inventant et en illustrant de manière si séduisante ce concept de patrimoine mondial, l'Unesco a procuré un outil décisif. Il permet au moment où l'humanité commence à rencontrer les limites de l'espace terrestre, **de penser notre destin en termes de gestion d'un bien commun, la terre**. Edgar Morin dans un article du *Monde* parlait de « Terre-patrie »

Par voie de conséquence, la notion de diversité elle aussi introduite et affinée par l'Unesco est en train de devenir la condition nécessaire de continuité de cette humanité à la fois unifiée et non homogène. Au surplus, il est évident que le combat inlassable de l'Unesco pour assurer une éducation pour tous est l'une des variables stratégiques de l'évolution de notre monde en même temps qu'un combat éthique de premier plan.

Un mot sur la notion de crise qui a dominé les 12 mois écoulés. Elle a mis en évidence la fragilité de la gouvernance mondiale et la nécessité de la repenser à tous ses échelons et c'est d'ailleurs une des priorités du mandat de Mme Bokova (Cf. son discours d'investiture). Le propre d'une crise est de n'être semblable à aucune autre, l'essentiel c'est qu'elle révèle, d'une part, des dimensions passées inaperçues du système en crise et que d'autre part, elle réveille l'inventivité humaine. Même si cette crise a causé des dégâts humains considérables, en particulier dans les pays les plus vulnérables qu'il faut continuer à aider, il faut tirer bénéfice de cette possibilité de faire naître un monde nouveau, de reconsidérer les valeurs fondamentales, de prendre en compte d'autres ordres de grandeur, de réfléchir à de nouvelles sécurités. Selon l'ONG suisse Global footprint, l'humanité utilise chaque année une fois et demi ce que la terre est capable d'absorber en termes de prélèvements, de pollution, etc. avec pour effet évident que l'année suivante commence avec un handicap qui, ainsi, s'alourdit chaque année.

Il est donc indispensable de garder la dynamique incontestable vers plus de coopération entre les Etats, vers un multilatéralisme renouvelé qu'a créée, par la force des choses, la crise de 2008-2009. Rien ne serait pire que de revenir à un « business as usual », comme la pente naturelle des choses nous y entraîne. Même le sommet de Copenhague dont l'issue a été critiquée comme un échec, eu égard aux attentes élevées, peut avoir un aspect positif dans l'avancée de la prise de conscience et la coopération entre les États qui est quand même sans précédent.

C'est autour de cette dynamique que s'éclaire la complémentarité entre l'Unesco et la société civile dont les ONG car ce sont en définitive les opinions publiques qui donnent le ton et qui déplacent le curseur vers le repli ou vers la coopération, d'où la nécessité d'alimenter un débat public et ouvert, ce à quoi vous contribuez. Comme le dit très justement Pierre Rosanvallon « *la démocratie-monde prendra forme par l'appropriation citoyenne* ».

Je cite encore Edgar Morin car cela illustre notre coopération. Il dit « *nous en sommes au stade de commencements modestes, invisibles, marginaux, dispersés car il existe déjà sur tous les continents un bouillonnement créatif, une multitude d'initiatives*

locales dans le sens de la régénération économique ou cognitive ou éducationnelle ou éthique, ou de la réforme de vie. Ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance mais elles sont le vivier du futur. »

Lors de l'ouverture de la CIONG (oct 2009) à l'Unesco, le représentant de la Directrice générale, Marcio Barbosa, a souligné que **les ONG avaient pour vocation et pour qualité de créer de la consistance entre les pouvoirs et les sociétés.** Aucune gouvernance ne peut faire l'économie de ce lien permanent entre les lieux de décision et l'ensemble des personnes et sujets intéressés à ces décisions. L'Unesco a dès l'origine été pensée en ces termes, comme une institution dédiée à favoriser les échanges et la collaboration entre les peuples. Le mot coopération est le plus fréquent dans l'acte constitutif.

Face aux crises de toutes sortes, économique, financière, sociale, environnementale, alimentaire, nous avons moins besoin d'un modèle auquel revenir que d'une éthique et c'est ce que vous disiez tout à l'heure, d'une éthique fondée sur l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples au-delà des seuls accords économiques et politiques des gouvernements, autrement dit la participation effective de tous. C'est exactement ce à quoi s'emploie l'Unesco avec le principe de coopération et c'est exactement la raison d'être des ONG. C'est en cela que nous partageons une même responsabilité morale celle de faire advenir une éthique commune de l'humanité diverse.

Il faut penser le monde de nouveau accéléré dans lequel nous vivons comme une sorte de crise continue que nous devons rendre productive. Il faut avancer en confiance, audace, avec patience aussi, vers la certitude que l'Humanité peut vivre à la hauteur de son humanité et de sa diversité. Je crois que c'est tout le défi du nouvel humanisme qui est le programme de notre Directrice générale et qui s'inscrit dans le mandat originel de l'Unesco.

Un mot d'Haïti, notre Directrice générale a appelé à la solidarité de tous. L'Unesco apporte aussi des solutions d'urgence pour, au-delà des premiers jours consacrés aux blessés car l'humanitaire arrive en premier, mettre en place un système éducatif provisoire, de crise, en attendant la reconstruction. Faire prendre en compte à l'humanité que Haïti est toujours pauvre et donc faire en sorte qu'on puisse faire mieux. Quitte à reconstruire, mieux vaut ne pas refaire des bidonvilles. C'est notre devoir commun et j'espère que vous nous aiderez. »

La 35^{ème} Conférence générale de l'UNESCO

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en qualité de Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs ».

Ce serment prononcé en français par **Irina Bokova** dans l'après-midi du 23 octobre 2009 constitue certainement le moment le plus important de cette trente cinquième Conférence générale de l'UNESCO qui avait débuté le 6 octobre et vu le nombre de ses membres passer à 200 avec l'arrivée des Îles Féroé comme membre associé. L'Organisation compte donc désormais 193 Etats membres et 7 membres associés.

Un budget de 653 millions de dollars

L'élection de la nouvelle Directrice générale, mise à part – et sur laquelle nous reviendrons largement ci-dessous - ces deux semaines de réunions ont permis, comme tous les deux ans, aux représentants des Etats-membres de passer en revue tous les programmes de l'Organisation pour déterminer l'orientation et la ligne de conduite de l'UNESCO, comme le demande son Acte constitutif. C'est ainsi que la Conférence générale a révisé la Stratégie à moyen terme (2008-2013) et adopté le programme et le budget pour 2010-2011. Pour ces deux années à venir, elle a adopté le scénario proposé par le Directeur général sortant, M. Matsuura, à savoir un budget de 653 millions de dollars (en augmentation de 3,5% en valeur nominale).

Avec 118,5 millions de dollars, **l'éducation** reste la première des priorités. Dans ce domaine l'accent a été mis sur l'alphabétisation, les enseignants et le développement des compétences pour le monde du travail. Des fonds supplémentaires ont été prévus pour la vingtaine de pays, notamment africains, qui sont les plus éloignés des objectifs de l'Education pour tous, et des centres consacrés à l'éducation vont voir le jour en Asie.

Dans les domaines des **sciences** (59 millions de dollars), la Conférence générale a souhaité conforter le travail de la Commission océanographique intergouvernementale (COI), responsable du système mondial d'alerte aux tsunamis, et celui du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Elle a aussi décidé la création de plusieurs centres traitant de l'eau, de formations à la bio-informatique et de technologies spatiales au service du patrimoine culturel et naturel.

S'agissant des **sciences sociales et humaines** (près de 30 millions de dollars), la Conférence a demandé l'élaboration d'un rapport sur l'opportunité d'établir un projet de déclaration des principes éthiques en rapport avec le changement climatique. Elle a

également approuvé la création au Cap-Vert de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest pour la recherche internationale sur l'intégration régionale et les transformations sociales.

Dans le domaine de la **culture** (53 millions de dollars), la Conférence a fixé deux priorités : la sauvegarde et la gestion du patrimoine matériel et immatériel, la promotion de la diversité des expressions culturelles, des langues, du multilinguisme et du dialogue des cultures. Elle a notamment demandé aux Etats membres de participer en 2010 aux célébrations de l'Année internationale du rapprochement des cultures (2010). La création de plusieurs centres placés sous l'égide de l'UNESCO et consacrés au patrimoine a également été décidée.

En ce qui concerne la **communication** et l'information (33 millions de dollars), la Conférence générale a demandé la poursuite des activités en faveur de la liberté de la presse et réitéré son soutien au Programme international pour le développement de la communication (PIDC) et au Registre de la Mémoire du monde.

Fin du mandat de Koïchiro Matsuura

Même si ces décisions ont été importantes pour l'Organisation, c'est incontestablement la passation de pouvoir entre Koïchiro Matsuura, arrivé en fin de mandat après avoir dirigé l'Organisation pendant 10 ans et l'élection de celle qui lui a succédé le 14 novembre dernier qui a retenu à plus d'un titre l'attention des médias et du monde.

En ouvrant la Conférence générale, le 6 octobre dernier, **Koïchiro Matsuura** était revenu sur son mandat et sur la politique de réforme qu'il avait mise en œuvre. Situait d'abord cette décennie dans l'évolution du monde, il a notamment déclaré :

« Ce furent dix années intenses, à la fois passionnantes et remplies d'incertitudes, au cours desquelles le monde a connu de profondes mutations et affronté des défis multiples, d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. Qu'ils soient stratégiques, financiers, éthiques ou climatiques, ces défis se posent désormais à l'échelle planétaire et appellent des réponses globales et coordonnées dans lesquelles chacun doit prendre sa part de responsabilité. Pour y faire face, il faut plus de coopération internationale, et plus de solidarité. Dans cette conjoncture, le multilatéralisme est notre meilleur atout. C'est une évidence, qui s'impose à tous. L'idéal fondateur de l'UNESCO, qui fait de la solidarité morale et intellectuelle de l'humanité la condition même du développement économique et social, apparaît plus actuel qu'il ne l'a jamais été. Cet idéal mobilisateur m'a constamment guidé dans l'effort de réforme que j'ai mené, et dont j'avais esquissé les contours en 1999 en prenant la direction de l'Organisation. Je suis fier de pouvoir dire aujourd'hui que l'essentiel de ce que j'avais alors proposé a été mis en œuvre. »

Puis, rendant compte de son action de mise en œuvre des décisions de la Conférence générale, notamment de celles de sa 34^{ème} session, **le Directeur général sortant** a précisé :

« Au terme de dix années d'efforts persévérants, conduits avec le ferme soutien des organes directeurs et l'engagement dévoué du Secrétariat, je laisse une UNESCO respectée et au leadership affirmé dans ses domaines de compétence. Dans le contexte international actuel, ces domaines retrouvent une primauté certaine. La crise économique et financière qui a ébranlé le monde aura contribué à remettre au premier plan les préoccupations sociales qui ont de tout temps été celles de l'UNESCO. Afin de mieux répondre à ces grands enjeux sociaux, le projet de Programme et budget pour 2010-2011 a été resserré autour de priorités claires et cohérentes. Le Conseil exécutif, comme vous le savez, vient d'approuver par consensus ma proposition révisée de plafond budgétaire de 653 millions de dollars, ce qui représente une croissance nominale de 3,5 %.

Ce fort signal de soutien donné par les États membres me conforte dans la conviction que nous sommes sur la bonne voie. Certes, c'est un plafond budgétaire qui ne correspond plus à une proposition de croissance réelle zéro, et qui ne permet pas non plus de préserver intégralement le pouvoir d'achat global de notre Organisation. Néanmoins, j'ai veillé à ce que les secteurs de programme, et notamment le Secteur de l'éducation, puissent bénéficier d'une croissance réelle ou au moins d'un maintien de leurs ressources. Le Secteur de l'éducation recevra ainsi une augmentation nominale de 8,8 %, dont 4 % correspondent à une croissance réelle de ses ressources. Pour autant, parce que ce projet de Programme et budget poursuit les efforts engagés en matière de rationalisation et de concentration, et qu'il renforce les actions prioritaires des secteurs de programme, je considère qu'il nous permettra de remplir efficacement notre mission. J'ajoute qu'il devrait permettre à mon successeur de disposer d'une base stable et solide pour mener à bien son action au cours de la période à venir. »

Ce souci de mener à bien son mandat en dépit des sévères contraintes budgétaires a été souligné fortement au cours de l'hommage solennel qui lui était rendu en présence du président sénégalais, Abdoulaye Wade le 22 octobre, à la veille de la clôture de la session. Ce fut notamment le cas de la France, par la voix de son **Ministre de la Culture**, Frédéric Mitterrand :

*« Monsieur le Directeur général, par votre abnégation et votre humanité, vous avez réussi la réunification de la famille UNESCO et ainsi vous êtes parvenu à la rendre à cette dimension universelle qui est sa vocation. A l'universel vous avez veillé à arrimer un continent déshérité s'il en est en élaborant patiemment ce que l'on appelle la « **priorité Afrique** » à laquelle la France est très attachée tant elle est attachée à une certaine idée du rôle déterminant que doit jouer l'UNESCO en faveur du continent africain dans les domaines clés de l'éducation et de la culture. Vous avez été un travailleur et un **artisan de l'universel** également en affirmant toujours davantage l'UNESCO sur la scène internationale, et en renforçant son rôle de fer de lance et de creuset de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité tout entière.*

*Vous avez montré comment, dans notre monde mondialisé, qui semble presque dépourvu hélas de toute étanchéité, le respect de la culture, dont vous avez élargi le socle normatif, est la garantie d'un vivre ensemble universel de qualité. Et ainsi, vous avez saisi parmi les premiers l'importance d'une approche novatrice du patrimoine en œuvrant pour la **Convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**.*

*Toute la France, dans sa pluralité, vous en est particulièrement reconnaissante. Universalité ne va pas sans diversité, nous vous devons également la **Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles**, qui consacre la nature spécifique des activités, des biens, des services culturels en tant qu'ils sont porteurs d'identité, c'est-à-dire de valeurs et de sens. Cette construction constitue un instrument de solidarité international capable de favoriser l'essor des politiques culturelles dans les pays en développement.*

Au nom de mon pays, mais aussi je crois pouvoir le dire, de chacun d'entre nous ici, je veux donc vous remercier très chaleureusement pour votre engagement et votre détermination en faveur de l'universel, c'est-à-dire au service de tous et de chacun. »

15 octobre 2009 : Une nouvelle ère s'ouvre pour l'UNESCO

Irina Bokova

**Une femme, représentante d'un pays de l'Europe de l'Est,
est élue Directrice générale.**

Le 22 septembre, après plusieurs tours de scrutin, le Conseil exécutif s'était mis d'accord pour proposer la candidature de la déléguée permanente de Bulgarie auprès de l'UNESCO, **Irina Bokova** et c'est le 15 octobre qu'elle fut élue par la Conférence générale. Cette élection a marqué une grande première, car Irina Bokova est **la première femme à diriger une Organisation des Nations unies** et la première représentante d'un ancien pays du bloc soviétique, entré dans l'Union Européenne, à accéder à un tel poste.

En plus d'être la représentante de son pays à l'UNESCO, la nouvelle Directrice générale, élue pour quatre ans, était Ambassadeur de Bulgarie en France et auprès de Monaco et Représentant Personnel du Président bulgare à l'Organisation internationale de la francophonie.

Née en 1952, elle a obtenu sa maîtrise à l'Institut d'Etat des Relations internationales de Moscou et a étudié aux universités du Maryland et de Harvard, aux Etats-Unis.

Au cours de sa carrière, elle a notamment représenté la Bulgarie aux Nations Unies. Dans son pays, en tant que Secrétaire d'Etat pour l'intégration européenne et Ministre des Affaires étrangères, Irina Bokova a toujours milité pour l'intégration européenne. Comme membre fondateur et Présidente de l'European Policy Forum, elle a œuvré en vue de surmonter les divisions en Europe et de promouvoir les valeurs de dialogue, diversité, dignité humaine, ainsi que les droits de l'homme.

Dès son installation, le 23 octobre, elle a assumé ces deux « premières », première femme à la tête de l'Organisation, issue d'un pays de l'Europe de l'Est, en tirant immédiatement certains enseignements.

Première femme à la tête de l'UNESCO

« Je suis fière d'être la première femme à la tête de l'UNESCO. Succédant à neuf personnalités remarquables, je deviens la dixième élue de cette lignée. Ma volonté est ferme d'assumer les grandes responsabilités qui me sont conférées. Je mènerai avec lucidité notre noble Institution. Mon accession à cette haute fonction est également **un message de confiance pour toutes les femmes du monde**. C'est le signal qu'elles doivent avoir accès au savoir et au pouvoir, afin d'apporter leur contribution à la société, et prendre part à la marche du monde ».

Première représentante d'un pays de l'Europe de l'Est

Et puis, Irina Bokova a situé cette élection dans un autre contexte – politique – : celui du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, un événement tout spécialement important pour quelqu'un issu d'un pays de l'Europe de l'Est :

« Je ressens également la grande fierté d'être la première représentante de l'Europe de l'Est à la tête de l'UNESCO. Il y a tout juste 20 ans, la chute du Mur de Berlin a été un événement historique de grande portée symbolique pour la paix mondiale et la démocratie. Ce fut le début d'une Histoire, le début d'une aspiration globale, pas seulement en Europe de l'Est, mais aussi dans le monde entier, à la démocratie, à la prospérité, à une vie meilleure. Une page était tournée. C'était la fin d'une longue période de conflits. C'était la réunification de l'Europe autour des valeurs de liberté, des droits de l'homme et du pluralisme. Le monde tout entier se réunissait autour de ces valeurs fondamentales ».

La nouvelle Directrice générale sait que ses origines lui permettent d'être encore plus à même que d'autres pour poser des passerelles entre les différentes parties du monde :

« Est, Ouest, Nord, Sud : je vais m'employer à édifier d'innombrables passages entre ces parties du monde, désormais toutes inscrites dans la mondialisation. Cette mondialisation face à laquelle nous devons rester vigilants, car si elle émancipe, si elle a aidé des millions de personnes à sortir de la pauvreté et de la misère, elle porte aussi en elle le danger d'uniformiser notre monde de diversités ».

La Bulgarie et le patrimoine immatériel

Après avoir rendu un hommage appuyé à son prédécesseur, Koichiro Matsuura, elle est revenue longuement sur ses origines – bulgares –, sur son parcours politique et sur le rôle que la Bulgarie a joué comme carrefour entre l'Est et l'Ouest du continent européen :

« On dit souvent, par métaphore, que [mon pays] est le pont géographique et spirituel par lequel la civilisation antique s'est acheminée vers l'Europe. La terre bulgare a hérité du patrimoine culturel et historique de nombreuses et grandes cultures : celle des anciens Thraces, celle des Slaves, qui ont légué un message de force unique, celle de la Grèce antique, celle de Rome, de l'Islam et des Vieux Bulgares, dont les racines ont laissé une empreinte profonde dans l'histoire millénaire du pays. Les éléments qui demeurent de ces cultures ont été préservés jusqu'à nos jours.

C'est ainsi que la nouvelle Directrice générale en vient à traiter du patrimoine immatériel :

« Quant à notre patrimoine immatériel, il est demeuré très vivant, véhiculant dans les chants, les fêtes, les danses et les contes la source de notre identité bulgare. Ainsi, les Nestinari célèbrent toujours leur danse rituelle sur la braise vive, une danse qui tire ses origines d'un ancien rite thrace en l'honneur de la Déesse Mère et de son fils, le Dieu Soleil. Cette danse a été récemment inscrite sur la Liste représentative des chefs-d'œuvre du patrimoine immatériel.

C'est en Bulgarie aussi qu'au 9^{ème} siècle a été élaboré un nouvel alphabet qui a donné au peuple slave son écriture. De trente lettres d'or ont éclos les joyaux des lettres slaves : c'est notre contribution à la civilisation mondiale ».

Le dialogue interculturel

Un autre des grands axes de travail de l'UNESCO est le **dialogue interculturel et interreligieux**. Pour Irina Bokova, ses origines l'ont préparée à en être une ardente protagoniste ;

« Ma famille vient d'une petite ville du Sud-Ouest de la Bulgarie, où 80 % de la population est musulmane. Je sais ce que signifie vivre dans un milieu multiculturel, multireligieux et multiethnique. Je sais ce que sont le respect et la tolérance. Oui, je sais ce que signifie le respect de l'autre. Dans les villes de Bulgarie, comme Sofia ou Plovdiv, qui sont parmi les villes les plus multiculturelles de l'Europe du Sud-Est, il est naturel de voir érigées côte à côte, dans un espace de quelques dizaines de mètres, une église orthodoxe, une mosquée, une synagogue et une église catholique : c'est ce climat ouvert et pacifique, ce respect entre croyances, que j'ai connu depuis mon enfance.

Non au clash des civilisations

Voilà pourquoi je m'insurge contre la théorie du clash des civilisations. Je la rejette totalement. D'emblée, il me tient à cœur de préciser **ce que j'entends par civilisation**, et **ce que j'entends par culture**. Pour moi, la notion de civilisation est enchâssée dans le principe même de communauté humaine. La même sève parcourt le tronc et les branches de l'arbre-humanité. Quant aux cultures, ce sont les innombrables expressions que peut prendre notre civilisation : toutes les cultures se déversent en un même fleuve, celui de la civilisation humaine. La théorie de la pureté des cultures est un leurre. Sur la longue trame de l'histoire, les cultures se sont toujours mêlées, enrichies, colorées. Il n'existe pas entre les cultures de lignes sismiques qui soient prêtes à générer chocs et conflits. C'est un procès d'intention à l'égard de l'humanité. En plein accord avec les États membres de l'UNESCO, je m'oppose à cette théorie. Ma vision est bien différente, car j'ai la conviction que nous sommes naturellement liés par notre condition d'être humains. Que nous avons tous les mêmes rêves de bonheur et de prospérité. Et nous savons bien que ces rêves ne peuvent se réaliser que dans la paix. J'ajouterai, comme le Président Obama le soulignait à l'Université du Caire en juin dernier : « Il est plus facile d'initier des guerres que d'y mettre fin. Il est plus facile d'accuser les autres que de faire sa propre introspection. Il est plus facile de voir ce qui est différent chez l'autre que de chercher ce qui est commun. »

Oui au dialogue entre les cultures

« L'engagement en faveur de la paix s'édifie jour après jour dans l'esprit des hommes. Il se construit par l'échange et le dialogue. » J'ai l'intime conviction que le dialogue entre les cultures est l'exacte réponse au soi-disant « choc des civilisations ». J'irai plus loin en disant : je crois en la force du dialogue – dialogue avec les sociétés civiles, dialogue entre les cultures, dialogue par et avec les médias. Il n'y aura jamais assez de dialogue pour édifier la paix. Et nous sommes ici, à l'UNESCO, dans la maison du dialogue. Mais nous sommes aussi dans la maison de toutes les cultures. Sans doute la culture est-elle la partie la plus visible de notre Organisation. Les grandes campagnes internationales pour la protection du patrimoine monumental ont fait beaucoup pour porter haut et loin l'action de l'UNESCO : Borobudur, Angkor, Abu Simbel, Machu Picchu...

« Les cultures parviennent à passer au-dessus des murailles, à traverser les océans. Toutes, elles composent le chatoiement de notre monde. Elles possèdent une dynamique interne et, dans le même temps, elles puisent au rythme planétaire toujours changeant. Comme l'a écrit Julia Kristeva, grande intellectuelle française d'origine bulgare, « Si le monde globalisé ne veut pas se réduire au schéma d'un universel uniforme et absolu, il lui faudra cultiver des diversités culturelles qui se doivent attention et respect ». Nous savons que cette diversité des cultures est notre richesse. Elle est aussi notre avenir, car elle est un vecteur de communication très puissant entre les peuples, permettant le dialogue, même lorsque toutes autres solutions ont été épuisées; et car elle est le pilier sur lequel repose la conservation de nos patrimoines - patrimoines matériel et immatériel, langues, conservation de la nature et développement. »

Dans la suite de son discours inaugural, Irina Bokova a passé en revue son appréciation et son action future dans les domaines essentiels de l'action de l'UNESCO. Seuls quelques-uns sont ici abordés. La totalité de ce « discours-programme » est à trouver sur le site de l'organisation au chapitre de la 18^{ème} session plénière de la Conférence générale.

2010 : Année du rapprochement des cultures

« **Je propose d'établir un Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures.** J'inviterai d'éminentes personnalités du monde intellectuel à s'associer à l'UNESCO pour mener plus avant la réflexion sur la culture, la tolérance, la réconciliation et sur l'équilibre au sein de nos propres sociétés et dans le monde entier. Le pluralisme est nécessaire pour se comprendre, les peuples ont besoin d'être solidaires dans ce monde qui se révèle immense. Pour l'Année internationale du rapprochement des cultures en 2010, l'UNESCO a été nommée leader au sein du système des Nations unies. J'utiliserai ce leadership pour rassembler autour de l'UNESCO un partenariat multiple, y compris des initiatives comme **l'Alliance des Civilisations**. Et je m'engage personnellement à nouer des contacts au plus haut niveau avec d'autres institutions de la communauté internationale qui partagent nos valeurs - je pense à l'Organisation internationale de la Francophonie, à l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, à l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, et à d'autres institutions.

*De multiples fils sont tissés entre la culture, l'éducation, le développement et la science. Ils forment une étoffe à la trame serrée, et il est parfois difficile de savoir par quel fil commencer pour édifier des projets. Il est désormais acquis que le développement est un processus holistique dont la culture est une composante majeure. Je regrette d'autant plus que la culture ne soit pas au nombre des Objectifs du Millénaire pour le développement. J'ai par ailleurs la ferme intention de **relancer le débat sur les liens très étroits entre culture et développement.***

*L'UNESCO va s'appuyer toujours plus sur le solide socle normatif qu'elle a élaboré. Notre rôle, désormais, est de traduire pragmatiquement les conventions et les déclarations en actions efficaces, et d'atteindre l'universalisme, qui est l'émanation même de « l'unité dans la diversité ». La diversité culturelle et le dialogue entre les cultures participent à l'émergence d'un **nouvel humanisme** où le global et le local se réconcilient, et à travers lequel nous réapprenons à construire le monde.*

Lutter contre l'inégalité face à la crise

L'année 2009 aura été marquée par des défis qui affectent l'humanité comme jamais auparavant. La crise est globale : économique, financière, sociale, environnementale. Mais elle est aussi morale et éthique, menaçant la réalisation de l'agenda le plus important du multilatéralisme actuel – les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Il est urgent d'agir. J'ajoute que la crise touche davantage les pays les plus vulnérables - Afrique et Petits États insulaires en développement. Oui, nous ne sommes pas égaux face à la crise. Sous toutes les latitudes, les populations défavorisées voient leur niveau de vie s'affaiblir encore plus en temps de crise. Or nous ne pouvons pas ignorer la misère, sous toutes ses formes, qu'elle soit proche ou lointaine. Nous ne pouvons pas rayer de notre conscience les souffrances de l'humanité à laquelle nous appartenons tous. En sortant de la crise, nous n'accepterons pas de revenir au statu quo ante.

Nous ne sommes pas égaux non plus face au changement climatique. Là encore, ce sont les populations les plus démunies qui sont en première ligne, face à la montée du niveau de la mer, à la désertification, à l'appauvrissement des ressources en eau. À cet égard, je voudrais vous lire une phrase très belle, écrite par Jean-Marie Gustave Le Clézio, lorsqu'il a reçu le Prix Nobel de littérature, l'année dernière : « Que dans ce troisième millénaire qui vient de commencer, sur notre terre commune, aucun enfant, quel que soit son sexe, sa langue ou sa religion, ne soit abandonné à la faim ou à l'ignorance, laissé à l'écart du festin. Cet enfant porte en lui l'avenir de notre race humaine. A lui la royauté, comme l'a écrit, il y a très longtemps, le Grec Héraclite. »

Pour un nouvel humanisme

Les images d'immenses grues soulevant le temple d'Abu Simbel ont marqué pour toujours nos mémoires. **Avec quelles grues allons-nous aujourd'hui éradiquer la misère et l'illettrisme, la faim et la soif ?** Je propose une nouvelle vision, universelle, ouverte sur toute la communauté humaine, qui embrasse tous les continents. Absolument tous. C'est ce que j'ai nommé « **le nouvel humanisme** ». Aujourd'hui, l'être humain accompli est celui qui reconnaît la coexistence et l'égalité avec des êtres même lointains, il est celui qui recherche un *modus vivendi* avec les autres. La modernité et l'actualité vont emmener plus loin l'humanisme : désormais, les citoyens du monde sauront s'enquérir de l'autre et le respecter, ils admettront qu'ils ne sont pas seuls à décider ; ils rechercheront l'accord, le consensus.

Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la paix, à la démocratie, à la justice et aux droits de l'Homme. Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la tolérance, au savoir et à la diversité des cultures. Il s'enracine dans l'éthique et dans la responsabilité sociale et économique. Il s'incarne dans l'assistance aux plus vulnérables. Il est au cœur de l'engagement dans la lutte contre les grands défis communs, notamment le respect de l'environnement.

Respect des droits fondamentaux, respect pour la dignité de chaque être humain, respect des diversités, une humanité solidaire et responsable : tel est mon message. Tel est aussi le message de l'UNESCO, dont le rôle est de donner un nouvel élan à la solidarité, de rassembler et d'éveiller les consciences ».

La solidarité intellectuelle et morale de l'humanité, base de la paix

En tant qu'organisation intellectuelle, l'UNESCO, cette « conscience de l'humanité » selon les mots puissants d'un grand citoyen du monde, Jawaharlal Nehru, doit être le leader des idées humanistes de la communauté internationale. Ces idées figurent au cœur de son Acte constitutif, dès le préambule, dont voici un court extrait : « Une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.

Revenant à l'esprit de sa mission, l'UNESCO se met aux avant-postes de la paix. Dans un climat de confiance, elle réalise un travail en amont : en amont des incompréhensions, en amont des conflits et des intolérances, quand il est encore temps de changer les choses, de donner des repères.

L'UNESCO, notre Organisation, a tous les atouts pour **apporter une réponse intellectuelle et humaniste à la mondialisation et à la crise** : nous savons que la culture et l'art, les sciences, l'éducation, la communication et le savoir sont les vraies valeurs qui fondent l'essence de l'humanité. Il y a plus de deux mille ans, le grand historien et annaliste chinois Si Maqian écrivait : « C'est sous les intempéries que pins et cyprès révèlent leur verdure vivace ». En ce temps de crise, aujourd'hui, les pins et les cyprès verdoyants, ce sont la solidarité, le respect pour la diversité et la tolérance.

L'UNESCO a besoin d'une plus grande visibilité

Maîtrisant parfaitement, non seulement le français, mais aussi l'espagnol, l'anglais et le russe, la nouvelle Directrice générale s'est adressée en ces langues à son auditoire :

La crise nous incite à replacer l'UNESCO dans sa mission et son mandat. Les idéaux de l'UNESCO sont à la base du progrès social et du développement humain durable. Pour faire avancer cet idéal, nous devons nous adresser à tous les leaders d'opinion et décideurs qui sont responsables de notre économie dans tous les domaines aussi bien au plan international que régional ou national. Pour cela nous devons être plus attentifs à notre visibilité, en nous impliquant activement dans les médias, en établissant des partenariats sur des sujets qui montrent comment l'UNESCO peut aider concrètement des pays à trouver des solutions aux défis de leur développement et cela en investissant dans l'éducation, les sciences, la culture, l'information et la santé.

Nous devons nous servir de l'information en devenir et des technologies de la communication ainsi que des réseaux pour donner plus de poids à nos messages, pour les faire connaître à un public plus large et plus divers. Je suis convaincue qu'ainsi notre Organisation sera plus forte et ses actions plus efficaces. Ceci est indispensable si nous voulons faire advenir ce que l'UNESCO n'a cessé d'appeler de ses vœux.

Promotion de l'Afrique

Incontestablement, la nouvelle Directrice générale veut mettre tout le poids de l'Organisation au service d'une aide à la mesure du continent africain, tout spécialement affecté par la crise mondiale, qui met à mal son développement et des décades de lutte pour l'égalité des sexes. Dans un développement concernant ces priorités, Irina Bokova insiste avec force sur deux points qu'elle juge essentiels :

Je veux voir nos énergies et nos ressources se concentrer sur deux missions fondamentales.

*En premier lieu, étant donné le mandat et l'autorité morale de l'UNESCO, j'attends de l'Organisation qu'elle mobilise l'opinion publique sur ces questions. Il faut, a-t-elle dit avant même d'entrer en fonction, appeler les acteurs publics à assumer davantage leurs responsabilités en matière de **développement** ».*

Ensuite, en ce qui concerne l'**Afrique**, elle a annoncé que l'UNESCO devra recadrer les programmes existants sur tout ce qui peut promouvoir l'**égalité entre les sexes** et, concernant l'Afrique, s'investir plus largement en faveur des **petits Etats insulaires en développement** (PIED). Enfin c'est tout le savoir-faire de l'UNESCO qu'elle veut mobiliser au service de l'Afrique toute entière, grâce à une collaboration renforcée avec l'Union Africaine et toutes les autres organisations régionales.

Il était normal que la nouvelle Directrice générale se tourne vers l'**éducation**, un des domaines dans lequel l'Organisation a depuis longtemps montré sa compétence. C'est pourquoi Irina Bokova en appelle à un renforcement des initiatives de l'UNESCO dans le soutien des enseignants, d'une éducation de qualité et d'un accès universel à l'éducation visant à prévenir la propagation du Sida.

Education des femmes

Il est inadmissible qu'aujourd'hui, deux tiers des 774 millions d'illettrés dans le monde soient des femmes. Ou n'avons-nous pas fait ce qui se devait ? Pourquoi ne constatons-nous pas dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes les mêmes progrès que ceux que nous enregistrons aujourd'hui dans l'enseignement primaire ? Il faudra y réfléchir plus résolument dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : Savoir pour Pouvoir (LFE) lancée par l'UNESCO. C'est à un groupe international de soutien composé de femmes qu'Irina Bokova compte demander un avis pour « concevoir des initiatives en faveur de l'égalité entre les sexes, qui soient prometteuses et aient une résonance mondiale, car **sans une impulsion claire et vigoureuse sur cette question de l'égalité des sexes, aucun changement n'est possible** ».

L'Unesco leader dans le domaine de l'éducation

Après avoir rappelé tout ce qui a été fait et se fait dans ce domaine, ce qui a valu à l'Organisation, a-t-elle dit, « *une fois encore des louanges à la présente session de la Conférence générale* », la **Directrice générale** lui a donné des perspectives d'avenir :

« L'Organisation doit maintenant développer et promouvoir avec force une vision plus cohérente et globale de l'éducation, qui intègre les multiples dimensions d'une **éducation de qualité, formelle et non formelle**, se poursuivant depuis le cycle primaire jusqu'aux niveaux supérieurs, tout au long de la vie, sans oublier l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et elle doit faire de même avec les autres initiatives qu'elle a élaborées ».

Pour la nouvelle Directrice générale, il est essentiel que le plus grand nombre de pays puisse atteindre les buts et les objectifs de l'EPT (Education pour tous). Pour cela, l'UNESCO doit s'impliquer davantage, notamment par « *un suivi des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'EPT, et le renforcement des capacités des pays en la matière* ».

Voulant s'impliquer personnellement dans cette voie, elle a annoncé qu'elle plaidera sans cesse « **en faveur de l'augmentation des ressources destinées à l'éducation, aux côtés des Etats membres, auxquels il incombe de soutenir l'éducation** ».

Après avoir abordé également le rôle de l'UNESCO dans le processus de réforme de l'ONU, Irina Bokova a résumé de « *manière concise* » sur quels principes elle allait fonder son action future :

- la transparence, la responsabilisation et l'approche axées sur les résultats ;
- une meilleure coordination intersectorielle et une approche interdisciplinaire ;
- une meilleure gestion des ressources humaines, la mobilité et la rotation du personnel, en encourageant l'esprit d'initiative ;
- la promotion des femmes aux échelons supérieurs ;
- une répartition géographique plus équitable, au sein du Secrétariat, des experts et des consultants.

Pour plus de détails, nous renvoyons nos lecteurs à *la Vision pour l'UNESCO* ([continuer](#))

Changement climatique : Fallait-il mettre autant d'espoir dans la réunion de Copenhague de décembre 2009 ?

Apparemment pas, au vu des résultats a minima qui en sont sortis ! Et pourtant nombre d'organisations nationales ou internationales, nombre de gouvernements ont essayé de mettre toute leur autorité dans la balance. Notamment l'UNESCO et l'Eglise catholique, qui sont un peu les « patrons » de cette revue !

Mais, même si on peut regretter amèrement que toute la bonne volonté ait achoppé sur l'épineux problème de l'argent, il y a eu des avancées, notamment sur le plan de la prise de conscience du problème, dont nous voulons rendre compte.

Comme le soulignait dans un éditorial paru en novembre 2009 Alain Pompidou, le Président du Bureau de la **COMEST** (Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et des technologies) de l'UNESCO, déjà le Sommet de l'Union européenne du 30 octobre 2009 « n'avait pas réussi à décider qui paierait quoi pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique ». Pour Alain Pompidou, la difficulté vient en grande partie du fait que « la réponse internationale au changement climatique est un défi dont les termes éthiques ne sont pas clairement posés ». Ce défi éthique repose, dit-il, sur quatre éléments : « le changement climatique met en jeu des responsabilités, il exige la mobilisation de connaissances scientifiques, il engage la solidarité internationale, et il interpelle chacun de nous à titre individuel ».

Un mois plus tard le Vatican publiait le traditionnel message papal pour la Journée mondiale de

la paix, célébrée par l'Eglise catholique le 1er janvier. Pour ce 43^{ème} message, **Benoît XVI** avait choisi « Si tu veux construire la paix, protège la création ». D'emblée, il soulignait que ce n'était pas un thème nouveau puisque, 20 ans auparavant, **Jean-Paul II** avait lié paix et respect de la nature. Déjà, à ce moment-là, il demandait que la conscience écologique ne soit pas freinée, mais bien plutôt encouragée :

« En 1990, Jean-Paul II parlait de « crise écologique » et, en soulignant que celle-ci avait un caractère principalement éthique, il indiquait « la nécessité morale urgente d'une nouvelle solidarité ». Cet appel est encore plus pressant aujourd'hui, face aux manifestations croissantes d'une crise qu'il serait irresponsable de ne pas prendre sérieusement en considération.

Plus la date de l'ouverture du sommet de Copenhague approchait, plus les ONG, notamment celles d'inspiration chrétienne, ainsi que les représentants des Eglises, se faisaient pressants :

En France, le **Conseil des Eglises chrétiennes**, qui regroupe les catholiques, les protestants et les orthodoxes, envoyait un message au Président de la République dans lequel il rappelait que « notre terre est un don de Dieu. Il nous a confié la responsabilité de la gérer avec un grand respect et avec le souci de la justice pour tous. A terme, c'est la survie de la Création qui est en jeu, mais dorénavant et déjà les peuples les plus fragiles de la planète sont les principales victimes des dérèglements que nous constatons ». Après avoir salué les efforts de la France en la matière,

le Conseil d'Eglises chrétiennes soulignait avec force : « L'heure n'est plus seulement aux sentiments généreux, mais aux décisions concrètes. Un usage plus raisonnable des biens de ce monde nécessite une révision courageuse de nos modes de vie. Il faut dès maintenant décider de la manière dont nous allons réduire notre consommation toujours croissante, tant sur le plan individuel que collectif ».

Des organisations catholiques, comme Caritas Internationalis ou le CIDSE, qui regroupe 16 ONG, dont le CCFD, avaient également alerté les responsables de l'urgence d'une décision réellement contraignante et qui ménagerait les pays les plus pauvres : « les impacts du réchauffement pourraient devenir incontrôlables et dangereux. En effet, les scientifiques estiment que la décennie 2010-2020 sera cruciale pour l'inflexion de la tendance au réchauffement » écrivait le CCFD dans un communiqué qui marquait très fortement à quel point les impacts du changement climatique pénalisaient les pays du Sud, « alors même que leur responsabilité historique dans le réchauffement climatique est plus que limitée ». Et le CCFD de poursuivre : « Alors que le continent africain ne représente que 4% des émissions de gaz à effet de serre accumulées jusqu'à présent dans l'atmosphère, il regroupe 22 des 25 pays recensés comme les plus exposés à des risques extrêmes, liés au changement climatique. Cette vulnérabilité est renforcée par la forte dépendance des économies des pays en développement vis-à-vis du secteur agricole ».

A Copenhague, la **Directrice générale de l'UNESCO** a mis en avant ce que l'Organisation, grâce à son caractère interdisciplinaire, pouvait apporter vis-à-vis des changements climatiques à travers des actions mettant en œuvre l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information.

C'est ainsi que le premier et le plus important pilier de cette initiative, présentée par Mme Irina Bokova, est la **contribution de l'Organisation aux sciences du climat et à l'élaboration de « l'indispensable base de connaissances à travers sa Commission Océanographique intergouvernementale (COI)**, en étroite collaboration avec l'Organisation Météorologique Mondiale et le Programme hydrologique international ». Ce travail, a-t-elle fait remarquer, contribue à une meilleure compréhension du phénomène climatique, ainsi qu'à de meilleures prévisions.

Deuxième pilier du travail de l'UNESCO en ce domaine, celui de l'éducation, notamment de **l'éducation au changement climatique**, qui s'inscrit dans la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Cette action passe par l'aide aux Etats membres en matière de révision des programmes scolaires, de formation des maîtres et des stratégies éducatives à tous les niveaux.

Dans le domaine de la culture et de la diversité biologique, Irina Bokova a déclaré que l'Organisation encouragera ses Etats membres à faire des sites du Patrimoine mondial et **des réserves de biosphère** des vitrines pour les mesures de conservation et d'adaptation au changement climatique. Ainsi, elle indiquait que **l'UNESCO pourrait lier ses activités au mécanisme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement**,

prévoyant que ce devait être l'un des principaux résultats de la Conférence de Copenhague.

Une fois qu'on s'est rendu compte que les résultats de la conférence n'allaient en aucune manière correspondre aux espérances, **les ONG**, tout particulièrement Caritas Internationalis et la CIDSE, ont réagi avec véhémence : « Ce soi-disant accord de Copenhague est un compromis faible et moralement condamnable qui représente un désastre pour les peuples les plus pauvres du monde ! Niamh Garvey, de Caritas Irlande, rappelait que les habitants des pays en développement subissent déjà les conséquences du changement climatique. Il ne reste, disait-elle, que peu de moyens pour éviter le pire. Ce qui a été proposé à Copenhague n'est pas au niveau des engagements jugés nécessaires par la science. Alors que des millions d'êtres humains combattent pour garder leur tête hors de l'eau, les leaders politiques renâclent à prendre les décisions espérées.

Le Secrétaire général de la **CIDSE**, Bernd Nilles, était aussi amer : « Que plus de cent leaders politiques réunis dans un même lieu pour élaborer un pacte destiné à résoudre un problème global, n'aient pu s'entendre sur des obligations adéquates et contraignantes est simplement inconcevable ! Ils ont beau parler d'une déclaration historique, la réalité est que ces leaders ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur une solution concrète et effective. Ils ont manqué cette opportunité réellement historique d'établir une orientation collective

claire vers un développement durable ».

La Secrétaire générale de Caritas Internationalis, Lesley Anne Knight, s'appuyant sur l'énorme implication populaire, a fermement demandé un réel engagement face au changement climatique. Il faut, a-t-elle dit, que les responsables politiques se mettent d'accord dans les mois à venir pour fixer une date butoir afin d'aboutir à un véritable accord qui soit non seulement global, mais qui comporte aussi un caractère d'obligation. « Nous surveillerons chaque pas vers ce but », ajoutait-elle.

L'implication des ONG chrétiennes et des Eglises n'a donc pas suffi pour que les responsables mondiaux envoient un signal fort à tous ceux qui, dès aujourd'hui, ont à subir les effets du changement climatique. Et pourtant, les cloches de nombreuses églises dans le monde ont symboliquement sonné, dimanche 13 décembre 2009, pour « envoyer un message d'espoir que soient adoptées des mesures concrètes face aux changements climatiques ». En Grande Bretagne, toute les églises ont, ensemble, lancé un appel à tous les chrétiens pour qu'ils réfléchissent à leur mode de vie et à son impact sur la planète. Dans le même temps, le pape Benoît XVI affirmait que « la sauvegarde de la création exige l'adoption de modes de vie sobres et responsables, surtout envers les pauvres et les générations futures ».

Il faut maintenant attendre la réunion prévue fin 2010 à Mexico, en restant vigilant.

« Nous recherchions de nouvelles formes de solidarités. Nous avons rencontré des personnes qui nous ont bouleversés »

Ces deux phrases extraites du discours de clôture de la session 2009 des Semaines Sociales de France par Jérôme Vignon, son président depuis 2007, donnent bien la double dimension de ces assises : intellectuelle et profondément humaine : « dans une telle situation demeure pour les intellectuels comme ceux des Semaines sociales l'humble exigence de continuer à rendre le monde intelligible ; la tâche modeste certes, mais nécessaire, de proposer un discernement social ».

Jérôme Vignon

Les **Semaines sociales de France** (SSF) sont un observatoire de la vie sociale et un lieu de réflexion et de proposition parmi les plus anciens du pays, peut-on lire dans l'encyclopédie en ligne wikipedia. L'objectif des Semaines sociales - qui se définissent comme « une association laïque de recherche et de formation » - reste aujourd'hui encore de faire connaître la pensée sociale chrétienne et de contribuer au débat social. Elles sont surtout connues par la session annuelle qu'elles organisent courant novembre, et qui rassemble chaque année plus de 3 000 personnes.

Les Semaines sociales ont été créées par deux laïcs catholiques en 1904, le lyonnais [Marius Gonin](#) et le lillois [Adéodat Boissard](#), dans le mouvement suscité par la réception de [Rerum Novarum](#), l'encyclique de [Léon XIII](#) considérée comme fondatrice de la doctrine sociale de l'Eglise catholique »

Cette organisation, qui a maintenant des correspondants dans un grand nombre de pays européens, est désormais un lieu incontournable de réflexion sur l'actualité sociale, sous l'éclairage de la doctrine sociale de l'Eglise.

L'édition 2009 n'a pas failli à cette tâche en proposant comme axe de réflexion **les solidarités nouvelles**. Une nouveauté, cette année, **la participation de quelques 200 « personnes ressources », c'est-à-dire des personnes en situation de pauvreté formées au dialogue**. Comme le soulignait l'agence Zenit, sous la plume de Stéphane Lamessin, ces personnes étaient venues pour participer aux débats et rappeler la réalité des problèmes auxquels elles sont quotidiennement confrontées. Ces interventions se sont faites dans les ateliers consacrés, notamment, à l'économie solidaire, au droit au logement, ainsi qu'au « vivre ensemble », **d'où a émergé un regard nouveau sur les moyens de vivre la solidarité**.

D'ailleurs le message final est très explicite : **il demande aux participants d'accroître de 40 % leurs dons aux mouvements de solidarités**, car, précise le message, « 40%, c'est l'accroissement des demandes auxquelles doit faire face, à titre d'exemple, le *Secours Catholique* ». Dans le même temps, ce message s'adresse aux pouvoirs publics leur demandant de « *relever la part du budget social consacrée au soutien et à l'accompagnement vers l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail, notamment les jeunes* ».

Dans son discours de clôture, Jérôme Vignon a fait référence aux paroles du Père jésuite, Etienne Griefu qui a beaucoup impressionné ses auditeurs quand il a souligné la gravité de la situation actuelle et déclaré, que « *tout se passe comme si les fondements anthropologiques du « vivre ensemble » étaient atteints. L'inspiration à la convergence et à l'unité est contredite d'une part par l'exclusivité des échanges calculés comme finalité, d'autre part par les rassemblements identitaires et défensifs autour de la protection des acquis et du rejet de l'autre et, enfin, par l'ignorance d'autrui comme sujet et comme acteur de la vie commune* ».

Le Président des Semaines Sociales de France revient sur le témoignage d'Etienne Griefu dans son éditorial de janvier de *La Lettre des Semaines Sociales de France* : « *Il s'est attaché à souligner comment l'expérience concrète, quotidienne, du travail pour et avec les plus démunis, rejoignait, j'oserais dire authentifiait le message 'politique' des Ecritures : le lien social se construit et se développe au travers de l'échange réciproque ; mais il ne perdure et ne résiste aux épreuves que lorsqu'il se ressource à la générosité, lorsqu'il s'inspire d'une Alliance fondée sur le socle d'un Amour divin inconditionnel. (...) Il faut donc aimer le monde, au moins apprendre à l'aimer, pour prétendre œuvrer à son progrès* ».

Les propos de Jérôme Vignon ont l'avantage d'entrer dans le vif du sujet. C'est ainsi – toujours dans le domaine des solidarités – qu'il s'élève contre ce qu'il appelle *les condamnations sans nuances de la protection sociale aux motifs des charges qu'elle entraîne*. En d'autres termes, tout en étant en même temps favorable à une gestion rigoureuse des dépenses sociales, **un chrétien ne peut s'associer aux dénonciations systématiques de paresse, voire de fraude supposée**. De même, menacer de fermeture toute entreprise employant des travailleurs sans papiers dans le but de mettre un terme aux conflits sociaux concernant ces travailleurs, ne peut être accepté. De tels conflits ne peuvent être réglés que par la négociation et en tenant compte des liens de solidarité de fait qui se sont créés : « *C'est aussi cela, l'exigence évangélique de l'accueil de l'étranger* ».

Ces nouvelles formes de solidarité appellent des innovations dans la finalité recherchée, à la fois économique et sociale, et dans la méthode, la décision s'appuyant sur un savoir collectif issu de l'expérience et de la constatation qu'on a besoin les uns des autres, et enfin dans un regard délibérément positif : « *il s'agit de partir des potentialités de chacun et non de ses déficiences* ».

Quant à la façon de poser ces solidarités nouvelles, Jérôme Vignon fait une proposition dans son message final :

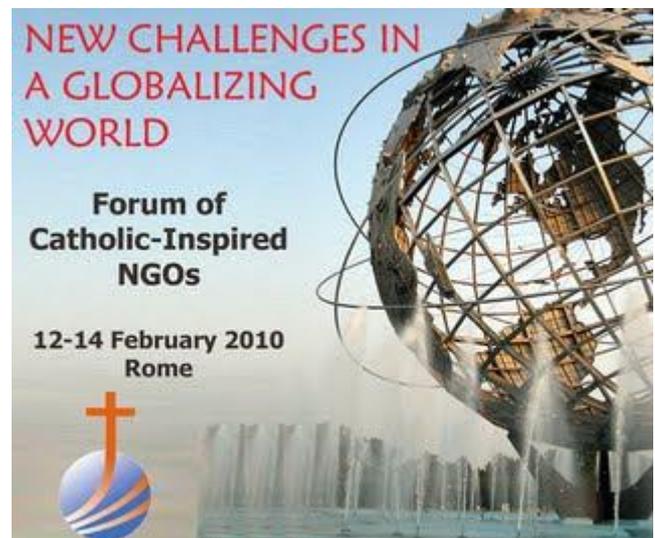
« Je propose à ceux d'entre nous qui exercent une responsabilité dans une entreprise, dans une branche professionnelle ou dans une organisation syndicale, de promouvoir **un code de conduite pour l'accueil, la formation et l'accompagnement des nouvelles recrues** spécialement celles embauchées en contrat de stage ou en contrat à durée déterminée, afin de les aider à progresser, à accroître leurs chances d'accès à un emploi stable et de qualité. J'annonce que les Semaines sociales de France vont reprendre l'étude de leur proposition d'instaurer un "**statut du travailleur**" associant au niveau du bassin d'emploi, les pouvoirs publics, les partenaires sociaux, le pôle emploi, à la mise en œuvre de ce que l'on appelle aujourd'hui la sécurité professionnelle.

J'invite ceux d'entre nous qui ont un rôle dans les accords conventionnels d'entreprise ou de branche à réfléchir aux possibilités d'utiliser les ressources de la formation permanente pour permettre à l'encadrement de consacrer une part de son temps **à la formation ou à l'orientation des demandeurs d'emploi**, ou des personnes cherchant à créer une entreprise au moyen, par exemple, du micro crédit. Dans le même esprit, je propose d'étudier comment le dispositif des RTT pourrait être utilisé à cette fin d'encouragement à l'accompagnement volontaire des jeunes.

J'invite, en votre nom les pouvoirs publics à envisager l'hypothèse de **l'extension du service civique volontaire à toutes les générations**, y compris dans le cadre des activités du nouveau pôle emploi particulièrement sous pression aujourd'hui et à l'encourager, le cas échéant par un allègement des cotisations généralisées de solidarité. (...)

Je vois dans de telles propositions l'avantage de s'inscrire dans une démarche citoyenne plus large, au-delà des Semaines sociales, afin de partager avec d'autres la richesse de notre Espérance. J'y vois aussi la possibilité d'une contribution possible des Chrétiens en Europe au cours des débats que l'Union européenne organisera au cours des trois années qui viennent, successivement autour de la lutte contre la pauvreté (2010), du volontariat (2011) et des solidarités inter-générationnelles. (2012). »

Du 12 au 14 février 2010, s'est tenu à Rome, le Forum des ONG d'inspiration catholique. Pour la deuxième fois, la première étant en 2007, 180 participants ont représenté 90 organisations autour de 6 thèmes de travail



Le *Mois à l'Unesco* a choisi de vous présenter quatre textes illustrant cet événement :

Une synthèse du Forum présentée en comité de consultants par Serge de Klebnikoff, facilitateur	22
Une des nombreuses interventions en séance plénière. Vous pourrez lire A.R. Ndiaye dans une réflexion sur le passage d'une culture à l'autre	24
La lettre de conclusion rédigée par Johan Ketelers, le coordonnateur du groupe de travail, qui donne une vue globale de cet événement et de ses perspectives	32
Une interview de la présidente du CCIC qui a participé et modéré un des groupes de travail, celui de l'éducation	33

Serge de Klebnikoff, membre du staff de ce Forum, a présenté aux membres du CCIC les aspects techniques du Forum, sa constitution et la mécanique autour des thèmes de réflexion

Serge de Klebnikoff a fait partie de l'équipe qui s'est occupée de l'extinction de la Conférence des organisations internationales catholiques (COIC) et de la mise en place de ce Forum. Il a assisté Ernest König, un des derniers présidents de la COIC. Depuis décembre 2007, avec Johan Ketelers, il est membre du groupe de travail auquel Bernard Aumonier a participé, qui donne vie au nouveau Forum. Le défi consistait à rassembler 100 à 110 ONG d'inspiration catholique possédant un mandat avec les grandes organisations internationales mais qui, malgré ces points communs de taille, sont très différentes. La recherche de lignes de consensus est passée tout

d'abord par une étape de questionnement : Qui fait quoi ? et a abouti au *mapping*. Le taux de réponse (97%) a été une source d'encouragement car il a démontré que l'ensemble des ONG avaient besoin de s'exprimer. En est résultée une mise en avant de plusieurs thèmes qui sont devenus les groupes de travail cités tout à l'heure :

- les Droits de l'homme,
- la famille/la société,
- l'environnement/le développement,
- la migration,
- l'éducation,
- la santé.

Comment faire partager ces défis à des ONG de taille différente ? A la lecture des résultats des ateliers, l'équipe du forum a constaté qu'ils étaient intéressés par les mêmes grands débats. Le tri s'est opéré par la faisabilité des thèmes en termes de moyens ou alors en fonction des débats politiques où les ONG ne sont pas. Voilà ce qu'a été le travail du groupe de travail du Forum.

Ses observations à Rome durant le Forum.

Témoin de cette demande pour se rassembler, les représentants des ONG, 98% des organisations invitées, venus de tous les coins du monde. Ce n'est pas courant. Il faut souligner également la présence en nombre des représentants du Saint-Siège auprès des organisations internationales, Mgr Follo peut en témoigner, une trentaine de personnes, ce qui représente quasiment la totalité d'entre eux. Cette communion entre les ONG et le Saint-Siège est un signe et un défi.

En effet, une frustration de ne pas avoir de proximité suffisante avec le Saint-Siège avait été exprimée et cette présence massive a mis fin à tous les doutes. Les prélats aussi d'ailleurs exprimaient des doutes sur l'efficacité d'un Forum comme celui-là.

Un enjeu du Forum était d'éviter les débats ponctuels. Ce forum aurait assez peu à ajouter aux commissions de travail du CCIC ou de chaque ONG, par contre lui seul permettait de dégager des transversales très intéressantes. Sur les deux jours de réflexions, la **famille** apparaissaient dans tous les objectifs, comme **l'éducation**, comme la **migration** en tant que points de convergence.

Les ONG, les centres ne peuvent pas dégager ces convergences. C'est le job du Forum. Il consiste à optimiser les contributions individuelles des ONG vers une réflexion collective autour des axes que sont ces points transversaux (*mainstreaming*).

Avec un tel engagement, tant du côté des ONG que du Saint-Siège, le risque c'est la frustration et M. de Klebnikoff nous dit être de ceux qui ont eu le

sentiment de quitter Rome orphelin. Quelque chose manquait, de l'ordre de la transmission du flambeau des Jeux olympiques à la ville suivante.

Le groupe de travail est aujourd'hui dissous. Une étape suivante pourrait être confiée aux modérateurs des ateliers à qui il serait demandé de présenter une feuille de route d'ici le mois de juin. A eux de définir un objectif, une marche à suivre, une animation et des moyens. Sans succomber à l'irréalisme, ou à l'incohérence avec l'agenda politique des organisations et des gouvernements. Il s'agit aussi d'ouvrir l'assemblée plus largement, au niveau chrétien et même peut-être plus largement, au niveau inter religieux. Ceci afin de recruter les compétences les meilleures. Ces



modérateurs vont constituer un groupe de réflexion qui sera l'instance inspiratrice. Un *steering committee*, selon le terme anglais que refuse le monde des ONG. Il vaut mieux parler de *think tank*. C'est le capitaine du Forum. Il aura délégation pour tisser un lien plus structuré avec

les représentants du Saint-Siège. Le troisième forum plénier aurait lieu dans 4 ans. Les groupes de travail se réuniront à leur rythme dans l'intervalle car eux s'adaptent aux divers agendas politiques. On peut penser aussi qu'il y aura des réunions régionales, aux contributions plus riches.

Notre orateur est de ceux qui pensent que les centres catholiques ont un rôle à jouer. Après sa lecture des textes entourant la mise en place des centres catholiques internationaux en 1948, montrant les grandes et moins grandes heures de ces centres, il estime que c'est un peu une revanche de l'histoire. Les centres de Paris, de Genève sont à l'aube d'une restructuration, c'est donc le moment idéal de prendre la vague montante, et d'inclure le CCIC dans le Forum et inversement. Il espère beaucoup pouvoir contribuer à cet essor.

Comment promouvoir l'éducation et le développement intégral dans un monde multiculturel ?

Je me propose d'examiner le sujet qui nous a été soumis à partir de mon expérience personnelle acquise, d'une part dans l'enseignement supérieur, en Afrique, dans les pays du Nord, en France et au Canada, et, au-delà de l'enseignement, dans la coopération internationale, au sein de l'Agence universitaire de la Francophonie, d'autre part dans le monde de la culture, en tant que directeur de l'Institut supérieur des arts et des cultures de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, et directeur du centre culturel Daniel Brottier, à Dakar. J'ai, en effet, pendant longtemps participé, du moins je l'espère, à la formation des cadres appelés à jouer un rôle dans le développement de leurs pays, principalement en Afrique, contribué à promouvoir la coopération interuniversitaire entre les universités du Nord et du Sud, au développement de la culture.

En choisissant de centrer mes réflexions sur l'Afrique je ne prétends pas exclure les autres régions du monde dont l'Afrique fait partie. Nous appartenons au même monde. L'Afrique est dans le monde. Elle est multiculturelle. La question, dès lors, est de savoir comment promouvoir en Afrique et dans le monde l'éducation et le développement intégral ? Ainsi formulée, la question laisse supposer que le développement actuel n'est pas le développement vrai, authentique, et qu'il faut donc aller plus loin dans le processus de développement pour atteindre le développement intégral. Il ne s'agit donc pas de la capitalisation ou accumulation des connaissances, de l'accroissement des connaissances tel que le voudrait une conception positiviste du progrès. Il s'agit bien d'autre chose. Que signifie « intégral » ? Quel sens donné à multiculturel ? Comme on le voit, pour répondre à la question, il nous faudra 1) préciser les termes 2) analyser le rapport entre l'éducation et le développement et, dans ce rapport, le rôle ou la place de la culture et des arts 3) à partir de deux exemples tirés de la considération de la situation de la jeunesse et de celle des personnes âgées, nous nous interrogerons sur la place de la « sagesse » dans l'éducation pour le développement intégral, et l'urgence d'un nouveau cadre de collaboration entre toutes les sciences incluant la théologie.

I-Education, monde multiculturel et développement

Dans l'encyclique *Caritas in Veritate*, Benoît XVI, rappelant l'encyclique de Paul VI, *Populorum Progressio* de 1967, consacré au « développement intégral » de l'homme, reprend cette définition : « intégral » veut dire, le *développement authentique de l'homme qui concerne unitairement la totalité de la*

personne dans chacune de ses dimensions. Il ajoute : « le développement intégral de l'homme est d'abord une vocation et suppose donc que tous prennent leurs responsabilités de manière libre et solidaire. Un tel développement demande, en outre, une vision transcendante de la personne ; il a besoin de Dieu : sans Lui, le développement est nié ou confié aux seules mains de l'homme, qui s'expose à la présomption de se sauver par lui-même et finit par promouvoir un développement déshumanisé. »

Si « intégral » veut dire l'homme pris *unitairement*, en tant *qu'entité*, dans la *totalité* de ses dimensions, ce que ce terme introduit par rapport à l'éducation même et par rapport au développement, c'est la **culture**. L'on ne peut pas concevoir un développement sans éducation. Qu'est-ce que l'éducation sans la culture ? Une éducation disparate, sans cohérence, incomplète donc inachevée. Qu'est ce qu'un développement sans culture ? Un développement déshumanisé, sans âme, sans éthique. L'Afrique, donc le monde, dont elle est le berceau, peut-elle courir le risque d'un développement sans culture, sans sa culture, ses traditions, ses croyances ? Comment promouvoir la culture dans l'éducation et le développement ? Telle est, de mon point de vue, la question reformulée.

La question posée nous invite à aborder la promotion de l'éducation et le développement intégral dans un monde multiculturel. Le contexte multiculturel est complexe, un monde de variété culturelle, où les cultures se rencontrent, échangent entre elles, se confrontent les unes aux autres. Le multiculturel implique aussi l'idée de métissage culturel ou de « dialogue des cultures », de contacts entre les cultures, de circulation des biens culturels et des

personnes porteuses de valeurs et de traditions culturelles dont les langues font partie intégrante. Le multiculturel c'est donc aussi le multilinguisme. Si, dans le passé, on a pu parler, particulièrement dans le contexte colonial, de hiérarchie des langues, de langues supérieures et inférieures, il n'est plus toléré de nos jours de déclarer d'une langue qu'elle est inférieure à une autre. Toutes les langues se valent. Il n'y a pas d'inégalité, en droit, entre les langues. En tant que langues de mémoire, c'est-à-dire patrimoine culturel, toutes les langues ont un droit égal à l'existence, à la reconnaissance. D'où, aujourd'hui, le renouveau des langues du terroir, langues nationales ou régionales, en Afrique et ailleurs. Elles ont revendiqué leur droit à la dignité, à être reconnues comme patrimoine de l'humanité, leur droit à traduire le génie et les valeurs de civilisation d'un peuple, le droit à se développer. L'homme est un être qui parle. Respecter une langue c'est respecter l'homme.

Aussi, est-il devenu tout naturel de penser que chacun a le droit à être reconnu dans sa langue maternelle, dans la langue de son pays, langue nationale ou langue choisie par son pays comme nationale. Le multiculturel, parce qu'il renvoie à l'égalité en droit des langues, se distingue de la mondialisation qui s'accommoderait plus aisément de la domination d'une seule langue sur le plan international et dans le domaine de la recherche scientifique. L'appropriation du français, par exemple, par les écrivains des pays anciennement sous domination française, est un fait. Au Maghreb, en Afrique au Sud du Sahara, dans les Caraïbes, à Madagascar, les productions des écrivains, à partir de leur propre héritage qu'ils n'ont jamais renié, ont enrichi le patrimoine universel, en même temps qu'elles ont contribué à enrichir aussi ce qui est devenu, par le rayonnement de leurs œuvres, leur trésor commun, le français. La rencontre des langues provoque, comme on le voit, un enrichissement mutuel. S'agissant d'éducation, le passage d'une culture à une autre, d'une langue à une autre, s'accompagne d'un « abandon », ce que certains philosophes appellent « l'abandon au corps », c'est-à-dire les préjugés, les connaissances premières du milieu, les traditions. C'est dire que l'éducation doit tenir compte de tout l'être, de son héritage culturel, en privilégiant ce qu'il a de meilleur, avec la distance critique qui convient, à partager avec l'autre. Est-ce que ce n'est pas là le rôle de l'Éducation, donc de l'université qui en est un rouage, multiculturelle elle-même ? C'est l'idée que l'on retrouve dans la définition

qu'en donne Senghor : « *L'éducation, au sens étymologique, dit-il, c'est, en même temps, un enracinement et une ouverture : un enracinement dans les valeurs ancestrales de civilisation et une ouverture aux valeurs fécondantes des autres civilisations....* » Elle est alors un enrichissement spirituel qui exige pour en jouir que l'on cultive la puissance d'émotion avec la faculté de réflexion

Au moment où nous nous posons la question, l'Afrique se prépare à célébrer le cinquantième anniversaire de l'indépendance de plusieurs des Etats qui la composent, dont la plupart francophones. Les festivités programmées vont se dérouler dans un contexte défavorable, caractérisé par une Afrique affaiblie par de nombreuses difficultés, la pauvreté, les pandémies, les conflits interethniques, interreligieux, auxquels il faut ajouter, ce que Léopold Sédar Senghor dénonçait déjà dans la *Poésie de l'action*, « l'inculture des Chefs d'Etat », ses pairs africains, hommes et femmes en politique, qui explique les coups d'Etat, l'instrumentalisation des religions, des constitutions, les violations des droits de l'homme, incapables de concevoir que l'on puisse régler les différends autrement que par la force. Mais, Senghor complétant sa réflexion sur les causes de notre instabilité politique en Afrique précise : « *A mesure donc du développement de l'enseignement dans nos pays et du progrès de la démocratie dans nos Etats nous retrouverons, progressivement, une certaine stabilité.* »

La démocratie n'est pas sans rapport avec l'éducation. La stabilité politique apparaît comme une condition du développement. Senghor relève donc l'importance de l'éducation, l'absence d'éducation étant à la base de beaucoup de difficultés. C'est le point de vue de Michèle Gendreau - Massaloux qui, s'adressant aux Ambassadeurs de l'Union Africaine, à la veille du Sommet du G7, à Kananaskis, au Canada, elle-même membre du groupe d'experts pour les Chefs d'Etat et Rectrice de l'Agence universitaire de la Francophonie, leur faisait remarquer :

« *Quand les agriculteurs ne sont pas capables de mettre en valeur la terre qu'ils cultivent, ce peut être, bien sûr, parce que les terres ne sont pas bonnes, mais c'est aussi souvent parce qu'on n'a pas apporté à ceux qui les travaillent, en termes d'éducation, les moyens de rechercher des terres fertiles, ou de mieux mettre en valeur celles qu'ils cultivent et de maîtriser les procédés permettant de fertiliser les sols. Les problèmes alimentaires, les pénuries de nourriture sont donc liés à l'éducation.* »

Gendreau-Massaloux va plus loin encore indiquant que la santé et même le terrorisme ont quelque rapport à l'éducation. En somme, les problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés en Afrique, mais aussi ailleurs, ont des rapports à l'éducation.

L'inculture des dirigeants politiques que déplore le Président-poète, explique leur incapacité à comprendre l'université, elle-même un rouage de l'Éducation. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ne soit pas reconnue comme une priorité. Il n'y a pas d'éducation réussie sans un engagement politique national qui concerne la société entière, incluant les plus hautes autorités de l'État. Lorsque celles-ci ne reconnaissent pas l'université comme une fin en soi, une priorité absolue, indispensable au développement, mais se contentent de voir en elle plutôt un moyen de développement parmi d'autres, dès lors, ce sont les autorités elles-mêmes qui constituent un obstacle majeur à l'accomplissement de la mission de l'Université. Il ne nous faut pas perdre de vue que c'est l'éducation toute entière qui est, ici, interpellée. Il est question de système éducatif avec ses différentes composantes. L'éducation ne s'arrête pas à l'alphabétisation. Elle doit conduire à l'apprentissage d'un métier, par la formation professionnelle et technique adéquate, et si les conditions sont réunies, c'est-à-dire les aptitudes intellectuelles, à l'université et à la recherche. Il est heureux de constater que les autorités de la Banque mondiale ont corrigé leur appréciation de l'enseignement supérieur, reconnaissant, aujourd'hui, son rôle majeur et celui de la recherche, dans le développement.

C'est l'ambition de l'université d'être au service de la société. C'est pour marquer l'importance de cette mission qu'a été lancé, dans les années de crise des universités africaines, les années 1970 à 1980, le terme d'*université de développement* qui désignait par là la nouvelle orientation de l'université. L'on peut rappeler, ici, en illustration de cette mission de l'université, l'observation du Père Pedro Aruppe : « *L'objectif primordial de l'éducation doit être de former des hommes et des femmes pour les autres* »¹. Plus la formation est complète, plus elle est enrichie, plus grande doit être notre ouverture aux autres, plus nous devons nous sentir serviteurs des autres, des

plus démunis, des exclus, par quoi nous reconnaissons notre appartenance à l'université.

II-Education, Arts et Cultures

Cette vocation de l'Université et de l'universitaire bien formé est reconnue par Senghor, lorsque dans son allocution prononcée à l'occasion de la première rentrée solennelle de l'Université de Dakar, en 1965, six ans après sa création, il mettait l'accent sur « *la formation des cadres africains au niveau international. Car, disait-il, c'est là tout le problème. Nous sommes, nolentes volentes, engagés dans la compétition internationale. Pour la sauvegarde de notre dignité : de notre indépendance nationale, qui ne peut être affermie que par le développement économique et sociale, dont le **Plan** est l'instrument, et qui demande, pour sa réalisation, des capitaux, certes, mais tout autant et plus qu'on ne le croit, des cadres de niveau international. Car, pour construire une route ou un port, pour gérer une usine ou une société d'État, pour enseigner la physique nucléaire ou le droit international, il n'est pas indispensable d'être sénégalais ni indien, congolais ni brésilien ; il est nécessaire d'avoir été formé à une discipline universitaire et au niveau supérieur.* »

Il faut rappeler que ce premier Plan du Sénégal dont parle Senghor est celui du Père Lebreton, dominicain. La mission de l'université est donc claire : former des cadres, une « élite » au service du développement, des populations, pour sauvegarder leur dignité d'hommes et de femmes, leur liberté. C'est la dimension humaniste de l'université. L'homme d'État sénégalais va encore plus loin. Prenant l'Université de Dakar comme modèle pour les universités francophones d'Afrique, il apporte une précision supplémentaire qui renvoie à notre problème : « *L'Université de Dakar, dit-il, pour rester université et grandir doit intégrer la Négritude et se maintenir au niveau international par le recrutement et l'enseignement de ses professeurs.* » Voilà retrouvée l'idée de culture.

¹ *Le Mois à l'Unesco*, n°23, oct-déc 1996 « L'Université au service de la communauté »

En d'autres termes, la Négritude définie comme l'ensemble des valeurs du monde noir, c'est-à-dire, l'art et la métaphysique négro-africaine, c'est la culture. Il y a, en effet, ce que les sciences particulières, l'ethnologie, la sociologie, la psychologie, l'épistémologie, la linguistique... peuvent nous apprendre de la Négritude, de ses traditions, de ses croyances... Mais, il y a plus, ce que la méditation sur l'art africain nous révèle : une métaphysique, une ontologie de la force et du rythme qui nous dévoile l'Esprit, cette « sous-réalité » derrière et sous les apparences physiques et visibles de l'œuvre d'art, de la statuette africaine, qui est, pour Senghor, la réalité même.

En indiquant que l'Université de Dakar doit intégrer la Négritude, ce que Senghor propose c'est d'inscrire aux programmes des universités africaines, implicitement, à toute université, la prise en compte de toutes les dimensions de l'homme, son patrimoine artistique et culturel, autant les aspects matériels que les aspects spirituels et religieux. Ainsi, l'Université peut respecter sa vocation d'être aussi un lieu de culture. Si Senghor a eu besoin de compléter la vocation de l'université par l'entrée de la Négritude, donc de la culture, c'est qu'il est persuadé que c'est par là qu'elle participe de « l'humanisme intégral » dont parle Jacques Maritain. Au développement intégral, répond l'humanisme intégral.

Généralement, l'université est définie comme lieu de production et de transmission du savoir et du savoir-faire. C'est-à-dire, un lieu où l'on produit un savoir « utile », qui vise les compétences technocratiques et matérialistes ou professionnelles. Pour répondre à sa vocation d'*universitas*, l'université ne doit pas limiter son enseignement et ses recherches à ce qui est utile. Elle ne doit pas se limiter à ne développer que les aptitudes intellectuelles, à l'exclusion de celles qui relèvent de l'imagination et de la sensibilité. Comme chez Pascal, « il y a la raison, il y a le cœur ». Elle ne doit pas examiner les sciences séparément sans se préoccuper de ce qui les unit. L'*universitas* c'est l'exigence de totalité ou d'universalité, l'exigence d'unité. C'est la prise en compte de cette exigence qui fait de l'université un lieu de culture, de dialogue. La culture est donc ce qui fait l'unité des sciences, c'est-

à-dire l'esprit, l'esprit incarné en quête de vérité dans les sciences, dans la religion, dans les arts.

Dans notre façon habituelle d'aborder l'université, nous ne retenons que le métier ou l'activité sociale, la compétence. Cet avantage accordé au « pur savoir technoscientifique », le métier, la compétence, qui favorise et nourrit une certaine pensée « marchande » de l'éducation et de l'université, favorise aussi des comportements dangereux et irrationnels. C'est ce qui ressort de l'entretien « A l'ombre des lumières », entre un philosophe, Régis Debray, et un scientifique, Jean Bricmont.

« J'avais été frappé, reconnaît Régis Debray, dans les années 1970, en parcourant le monde arabo-musulman, du fait que les fondamentalistes, les intégristes, se recrutaient essentiellement dans les facultés des sciences et des techniques. Il en allait ainsi au Caire, à Tunis, à Alger, à Damas. Et c'était dans les facultés de lettres, d'histoire, de sciences humaines et de théologie que les progressistes se trouvaient. Comme à fronts renversés. Dès que l'on rencontrait un littéraire, il était rationaliste. Ce chassé-croisé s'est vérifié depuis. On le sait, les cadres des partis intégristes sont passés par le MIT, Harvard et autres grands instituts voués au performant et à l'exact, de même que les informaticiens de Bombay votent en masse pour le BJP hindouiste. »

Le philosophe se demande alors comment des esprits nourris de science et formés à la rationalité moderne peuvent avoir des comportements aussi irrationnels au nom de la foi ? La réponse du scientifique va porter à notre attention le fait que l'enseignement de la technologie, selon lui, peut se faire en insistant sur « ce qui marche » avec le seul souci de transmettre une compétence, en omettant ainsi ce qui est subversif dans la démarche scientifique par rapport à la religion, à savoir la notion de vérité et la nécessité de tester empiriquement ses opinions. La formation des scientifiques vise trop souvent ce qui est utile, les compétences technocratiques et matérialistes, et néglige l'apport essentiel de la science à l'esprit, la critique, le goût de l'évidence, la recherche de la vérité et la nécessité de tester par l'expérience toute opinion, le refus de l'argument d'autorité.

Mais, on peut aller plus loin et y voir qu'une raison trop orgueilleuse et triomphante, trop sûre d'elle-même, au point de se détourner, avec mépris, de la foi, obtient le résultat contraire auquel elle s'attend. A force de se convaincre que le débat entre la science et la foi est définitivement tranché à l'avantage de la raison, l'on a plutôt favorisé le retour de l'irrationnel, de l'intolérance religieuse.

Mais allons plus loin. La jeunesse en Afrique comme ailleurs nous est aujourd'hui une préoccupation majeure. Elle nous interpelle à longueur d'année, quotidiennement, à l'Université, à l'école, dans la rue, dans les familles. Elle s'impose dans sa différence, par son style, sa façon de marcher, de s'habiller, par son langage, sa musique, son rapport à la morale, à la religion, à la politique, à la sexualité, à la violence, à l'autorité. Nous percevons partout dans le monde les mêmes signes d'inquiétude qui renvoient à la question de son avenir. Mais quel est le sens de cette question ? L'erreur consisterait à n'y voir que l'avenir professionnel. L'avenir est une dimension du temps. Et le temps semble avoir disparu de nos préoccupations. Nous sommes rentrés dans un monde où le temps n'existe pas, où seul compte la matière, la physique, l'espace, dans un monde où n'existe que des choses quantifiables, mesurables. L'homme moderne que nous sommes, *volentes volentes*, a réussi à substituer à la totalité dialectique du monde, celui du mythe et des contes, celui du « Royaume d'enfance », celui de l'agriculteur pour lequel il y a un lever du soleil et un coucher du soleil, des saisons qui rythment la vie, un monde d'algèbre, de symboles mathématiques, d'abstractions, homogène mais appauvri. C'est le monde mécanisé, « monde défunt des machines et des canons », comme dirait le poète, un monde dépoétisé, déshumanisé.

Par l'expression multiforme de ses angoisses notre jeunesse nous rappelle une dimension essentielle de notre humanité, la temporalité. Le temps, en effet, c'est l'homme, « durée créatrice » comme le dit Bergson. Par delà la question de son avenir professionnel, la jeunesse nous pose une question plus fondamentale, celle de l'avenir humain de l'humanité. C'est dire que l'Université ne peut se limiter à préparer à un métier. Elle doit prendre en compte « unitairement la totalité de la personne dans chacune

de ses dimensions. » La conception de la culture et du rôle de l'université dans le développement que j'ai exposée est aussi partagée par la Commission Delors : « *Outre sa tâche consistant à préparer un grand nombre de jeunes soit à la recherche, soit à des emplois qualifiés, l'université doit demeurer la source capable d'éteindre la soif de ceux, toujours plus nombreux, qui trouvent dans leur propre curiosité d'esprit le moyen de donner sens à leur vie. La culture, telle qu'elle est envisagée ici, inclut tous les domaines de l'esprit et de l'imagination, des sciences les plus mathématiques à la poésie.* »

III-Sagesse et développement intégral

Mais, il n'y a pas que la jeunesse qui nous alerte sur l'avenir humain de l'humanité. Si nous regardons vers l'autre extrémité de la vie, la situation des personnes âgées dans notre monde multiculturel et moderne nous conduit à nous interroger sur notre choix de société, mais aussi sur l'importance du « développement intégral ». La société moderne nous propose, en effet, une nouvelle vision de l'homme et de nouveaux critères de la « vie bonne » : *l'efficacité, la productivité, la jeunesse, la beauté*, différents de ceux des cultures traditionnelles. Ces critères ont pour effet la mise à l'écart des personnes âgées, la vieillesse étant perçue comme une déchéance, comme dévalorisée. Jacqueline de Romilly nous décrit comment, partant de son expérience personnelle, la vieillesse est vécue :

« J'ai passé 90 ans ; je n'y vois presque plus, j'entends mal, je me déplace avec une canne blanche et je dois demander de l'aide pour traverser la rue. Mais je ne vais pas vous donner le détail de mes misères ; car tout l'effort des gens de mon âge vise continuellement à les dissimuler, à faire semblant, à présenter l'aspect le plus normal possible. C'est un effort de tous les instants, et c'est une humiliation. On a sans cesse besoin d'aide, et l'on déteste être aidé plus qu'il n'est strictement indispensable. On égare les objets, on oublie d'abord les noms propres, puis les idées, puis ce que l'on croyait connaître ; on découvre un jour que tel mouvement est douloureux, ou que tel autre n'est plus possible, ou bien on découvre que l'on ne peut plus aller aussi loin, dans les promenades cependant courtes, qu'il devient impossible de rester trop longtemps debout et difficile de descendre un escalier... »

Il y a, en effet, de la souffrance dans la vieillesse, même chez les personnes qui ont l'apparence et la chance d'avoir une meilleure santé. Dans la description qu'elle nous fait de ce qu'elle vit ou endure, l'utilisation du mot « humiliation » n'est pas excessive. Il exprime bien la difficulté à vivre ce rapport de dépendance aux autres, cette perte progressive d'autonomie. Dans le témoignage de

« Comme enfant, je m'étais désespérée de ces taches d'encre que je croyais indélébiles : voici maintenant des taches qui le sont vraiment, des taches pour toujours. Et elles sont annonciatrices de bien d'autres détériorations, qui iront en nombre croissant, jusqu'à la fin. Je sens cela à chaque minute de chaque journée. Et je m'étonne, parfois, quand j'entends des hommes religieux, des prêtres, se moquer des vieillards, parlant de vieilles taupes et de leurs dentiers comme s'il ne fallait pas un courage et une décence exceptionnels pour poursuivre, à tâtons, son chemin quand on y voit mal, pour cacher que l'on n'a plus de dents et sourire encore quand il faut ! Ce manque de charité chrétienne me choque comme une injure personnelle ».

Ce qui est en cause, ici, c'est la relation à l'autre, la reconnaissance de l'autre comme sujet, l'autre comme conscience, une liberté qui est par essence dignité, une fin comme dirait Kant. Si nous abordons la question sous l'angle de la science, des sciences biomédicales, l'on constate que l'orientation prise par la pensée scientifique moderne, par la biologie, la rend incapable de décrire la réalité humaine en respectant à la fois les exigences de la science et l'intégralité de l'homme corps vivant et conscience, donc sujet. Il n'y a pas de morale ni d'éthique là où il n'y a pas reconnaissance d'un sujet qui soit à la fois sujet moral et individu biologique, corps vivant et conscience.

Il est clair qu'avec ces nouveaux critères de la société moderne nous sommes en présence d'un véritable renversement des valeurs de civilisation. La vieillesse qui correspondait dans les cultures traditionnelles à l'expérience, au savoir, à tout un ensemble d'acquis de pensée et de comportement, ce que signifiait le mot « sagesse », a perdu dans la société moderne ce caractère positif. Ce qui fait dire à Marie de Hennezel : *« Alors qu'en Afrique et en Asie les vieux font partie tout naturellement du paysage, nos sociétés occidentales ont fini par les cacher parce qu'elle les trouve tout simplement laids ».* Axel Kahn y voit un mécanisme de protection mis en place par la société *« qui ne peut plus se regarder en face telle qu'elle est et sera, enlaidie et vieillissante ».*

Jacqueline de Romilly l'intolérance de la société à l'égard de la vieillesse nous apparaît dans toute sa brutalité inacceptable. Elle évoque la réaction d'un docteur qui lui dit à propos de « vilaines taches brunes », avec indifférence, précise-t-elle : « Oh ! ce n'est qu'une tache de vieillesse.... ». Toujours à propos des « vilaines taches brunes », et de la réaction de son entourage, elle ajoute :

Marie de Hennezel qui s'est penchée sur la situation des parents qui ont atteint le grand âge dans le contexte d'Europe occidentale déplore l'inexistence de tels liens dans la société européenne, due, de son point de vue, aux changements sociologiques des dernières décennies : *« Ces contacts entre grands-parents, écrit-elle, se faisaient naturellement du temps des familles élargies, vivant sous le même toit. Faut-il être tombé bien bas sur l'échelle du cloisonnement des âges pour qu'il faille maintenant faire appel à une association pour établir des liens de cœur entre générations ! »*

Dans la société africaine, l'ancêtre c'est celui à qui on adresse un culte. Vénéralisé de son vivant du fait de son grand âge, de son expérience, de sa sagesse, il est vénéré au royaume des ancêtres. Il est respecté de son vivant parce qu'il est proche des ancêtres. Le culte des ancêtres c'est ce qui relie les vivants et les morts. Il assume la continuité de la vie, la continuité de la société. En sacrifiant aux ancêtres, ce que recherche l'individu ce n'est pas l'immortalité individuelle, le salut personnel. Il cherche plutôt à s'unir aux ancêtres. Lorsque Socrate, dans le *Phédon*, que l'on peut considérer comme un traité de l'immortalité, se prépare à mourir, il ne manifeste aucune tristesse, mais au contraire, il se réjouit de ce qui va lui arriver. Ses disciples ne comprennent pas son attitude qu'ils sont prêts à considérer comme un acte suicidaire interdit par les dieux. Socrate les rassure. Sa sérénité s'explique par la certitude qu'il a que l'âme est parente des dieux et que la mort est, pour elle, le moyen de s'unir à eux au plus vite. Il y a ainsi un lien de parenté avec l'ancêtre, lien affectif et religieux. Ce lien affectif, ces « liens de cœur », ou mieux ce respect des anciens, on le trouve aussi dans le *De senectute*, « De la vieillesse », de Cicéron. Il y parle de la vieillesse de façon positive, sans méconnaître les misères qui l'accompagnent. Il n'est pas question ici de décrépitude, mais de position dans l'échelle des âges. Le vieillard suscite le respect. Il a droit au respect. Il possède la sagesse.

« Si tel n'était pas le privilège de la vieillesse, écrit Cicéron, nos ancêtres n'eussent pas donné au conseil suprême le nom de sénat. Que si vous voulez consulter l'histoire, celle des peuples étrangers ou la nôtre, vous verrez que les plus grands Etats ont été ruinés par des jeunes gens, soutenus et rétablis par des vieillards... L'irréflexion est un des caractères de l'être qui s'épanouit, la sagesse vient plus tard, quand on commence à vieillir ».

Cet héritage humaniste gréco-latin que l'on retrouve dans la société africaine traditionnelle, se perd du fait du choix du modèle de développement. Sous le contrôle d'une science triomphante, conduite par la raison mathématicienne et qui domine avec force toutes les disciplines. Ce succès de la raison reposerait sur le dualisme radical introduit par le cartésianisme et qui distingue l'esprit de la matière, dont le mot d'ordre « maître et possesseur de la nature » a abouti à la maîtrise de la nature et à la maîtrise de l'homme cause de ce changement dans la culture européenne occidentale qui ne semble plus vouloir accorder une place aux personnes âgées dans la société. Le progrès des sciences et des techniques, particulièrement l'accroissement des connaissances en biologie, le niveau élevé des techniques thérapeutiques en médecine et en chirurgie, en tant que réponse à cette volonté de puissance et de maîtrise de la nature et de l'humain inaugurent une nouvelle ère.

« Ce qui est nouveau de nos jours, selon Axel Kahn, c'est que la puissance humaine, liée à la connaissance scientifique et à la technique et qui se veut sans limites, entend résoudre toutes les questions pouvant être ramenées à un énoncé rationnel. C'est la raison pour laquelle on s'efforce de connaître et de comprendre les mécanismes de la sénescence et de la mort. Si l'on y parvient, la foi progressiste conduit à être persuadé que l'homme doit être capable d'en faire son affaire. La soif d'une maîtrise des processus du vieillissement, voire l'espoir d'une conquête possible de l'immortalité, sont décuplés par l'insupportable sentiment d'échec que représente la finitude humaine pour une science et une médecine ivres de leur succès ».

Nous avons conscience que le progrès de la science et de la technologie, la techno-science n'est pas une garantie de progrès pour l'homme, à la fois créateur de connaissances et de valeurs. Un champ nouveau de

réflexion s'ouvre désormais si les progrès scientifiques doivent s'appliquer à l'homme. Comment réintroduire l'idéal de sagesse des anciens dans notre culture moderne? C'est le fond de la question. Dans l'encyclique *Caritas in Veritate*, Benoît XVI rappelle « que le savoir n'est jamais seulement l'œuvre de l'intelligence. Il peut certainement être réduit à des calculs ou à des expériences, mais s'il veut être une sagesse capable de guider l'homme à la lumière des principes premiers et des fins dernières, il doit être « relevé » avec le « sel » de la charité. Le faire sans le savoir est aveugle et le savoir sans amour est stérile. »

Dans le contexte biomédical, il est clair que le problème n'existe que pour celui qui a le souci de l'autre, surtout s'il est fragile, s'il est menacé. Comment surmonter la difficulté qui consiste à la fois à ne pas considérer le corps vivant uniquement comme matière mais en même temps comme une conscience incarnée et suivre avec fermeté la rigueur scientifique, de la recherche et de la médecine qui, par souci d'objectivité et d'universalité, rejette hors de leur champ tout élément subjectif? Ce n'est pas la science qui pose la question éthique. La solution exige donc un nouveau cadre de rencontres et de confrontations : une coopération entre sciences et philosophie sans exclure les sciences humaines et sociales. Le développement intégral de l'homme exige que l'on aille *plus loin* encore, comme le souligne l'encyclique *Caritas in Veritate* : « Il est toujours nécessaire d'aller plus loin. L'amour dans la vérité le commande. Aller au-delà, néanmoins, ne signifie jamais faire abstraction des conclusions de la raison ni contredire ses résultats. Il n'y a pas l'intelligence puis l'amour : *il y a l'amour riche d'intelligence et l'intelligence pleine d'amour*. Cela signifie que les évaluations morales et la recherche scientifique doivent croître ensemble et que la charité doit les animer en un ensemble interdisciplinaire harmonieux, fait d'unité et de distinction. La doctrine sociale de l'Eglise, qui a « *une importante dimension interdisciplinaire* », peut remplir, dans cette perspective, une fonction d'une efficacité extraordinaire. Celle-ci permet à la foi, à la théologie, à la métaphysique et aux sciences de trouver leur place en collaborant au service de l'homme. » C'est annoncer le projet d'une nouvelle culture.

Pour conclure, comment promouvoir l'éducation et le développement intégral dans un monde multiforme ? La réponse doit tenir compte de la diversité des situations, de la diversité culturelle. Il n'y a pas de modèle éducatif unique imposable. Puisqu'il est question d'éducation et de développement intégral, tous les niveaux de la société sont interpellés. Il faut interpellier les familles, les hommes politiques chrétiens, ceux-ci doivent s'imprégner de la doctrine sociale de l'Eglise. Les organisations d'inspiration catholiques qui militent dans le secteur de l'éducation, les universités catholiques, plus particulièrement, celles qui se développent en Afrique, autant que celles des autres pays, en tant que catholiques, et parce que c'est par les universités que sont formés la plupart des futurs dirigeants de nos pays, doivent mettre « *les sciences en dialogue avec la Parole de Dieu* ». Elles offrent, dans un contexte où le risque de la marchandisation de l'université, partant de l'éducation, est réel, du fait de la puissance des forces qui voudraient que les universitaires deviennent à la fois les objets de propositions commerciales et en même temps les sources de demandes à des producteurs de biens d'éducation, autrement dit qui voudraient que les universités se transforment en entreprises, conçues comme un grand marché, ayant entre elles des relations de concurrence, produisant des biens d'éducation, une autre alternative par la formation qu'elles assurent en rapport avec la doctrine sociale de l'Eglise. Ainsi pourront-elles contribuer à la formation de citoyens, des agents de développement, libres et responsables, au service d'un développement intégral. Dépassant les intérêts égoïstes, l'on ne peut être un agent au service du développement intégral que si l'on est en mesure, comme l'enseigne l'encyclique *Caritas in Veritate*, de ne pas « *voir dans l'autre que l'autre* » mais de le découvrir vraiment et de développer un amour qui « *devienne soin de l'autre pour l'autre* ». Seule la rencontre de Dieu le permet, puisque c'est reconnaître en l'autre l'image de Dieu.

BIBLIOGRAPHIE

- CICERON *De senectute*, « De la vieillesse » édit. Garnier - trad. Ch. APPUHN – Paris
- DEBRAY, R & BRICMONT, J. *A l'ombre des Lumières. Débat entre un philosophe et un scientifique*. Paris, Odile Jacob, 2003
- DIOP A-B., *La famille wolof*, Karthala, Paris 1985
- KAHN A., et GODIN Ch., *L'homme, le Bien, le Mal – une morale sans transcendance* – Stock, Paris, 2008.
- HENZEZEL M. (de), - *La chaleur du cœur empêche nos corps de rouiller, vieillir sans être vieux*- Robert Laffont, Paris 2008 –
- La mort intime* (ceux qui vont mourir nous apprennent à vivre) – Préface de François Mitterrand – Robert Laffont, Paris 1995
- ROMILLY J. (de), *Les roses de la solitude*, De Fallois, Paris 2008.
- SENGHOR, L.S., *Liberté 1,2,3,4,5* , Le Seuil, Paris 196
- SENGHOR, L.S., *La poésie et l'action*, Stock, Paris, 1980, p.66

Professeur Aloyse-Raymond NDIAYE
Université Cheikh Anta Diop de DAKAR

Genève, mars 2010

À tous les participants
du Forum
des ONG d'inspiration catholiques

Chers Collègues,

La deuxième réunion du Forum a été un nouveau pas vers une collaboration plus large entre les ONG d'inspiration catholique entre elles. Alors que le premier Forum qui s'est tenu en 2008 pouvait être considéré comme un premier pas qui a mis en lumière quelques unes des activités et des défis, pour le deuxième pas le Groupe de Travail a identifié les thèmes majeurs de l'implication des ONG d'inspiration catholique. Un troisième pas a été franchi grâce à la « grille de lecture » avec laquelle nous avons abordé ces thèmes, ce qui clarifie notre identité d'inspiration catholique. Finalement le deuxième Forum a mis en place des groupes thématiques prêts à collaborer sur des objectifs bien identifiés. ***Nous avons maintenant identifié les acteurs, les sujets et les objectifs.*** Les prochains pas concerneront ***la définition d'une méthodologie de travail, les dates et une définition du niveau d'implication.*** La balle est clairement dans le camp des groupes thématiques.

Il est bon de rappeler une fois encore que nos efforts n'ont pas pour but de construire une structure et donc que ***la collaboration n'est pas un but mais un outil destiné à donner plus d'impact au message d'inspiration catholique.*** Le réseau est de ce fait flexible et ouvert, basé largement sur des communications bien organisées plutôt que sur une structure hiérarchisée. Les liens dynamiques entre les organisations restent de ce fait définis sur ***une base d'engagements qui doivent être atteints.***

Vous avez tous reçu la liste des participants aux groupes thématiques. Ceux qui vous les ont fait parvenir vont maintenant vous inviter à finaliser vos échanges pour savoir quel but atteindre et commencer à explorer pour le groupe une méthode de travail qui comprenne un agenda et la reconnaissance de l'apport des différents participants. Il est essentiel que les chemins que nous avons l'intention de parcourir ensemble soient clairement définis et transparents, que l'agenda comporte des dates butoirs et que les contributions envisagées de la part des différentes organisations soient notées. Cela permettra des évaluations, des corrections de stratégie et contribuera évidemment à établir une collaboration plus cohérente.

Nous recommandons également de garder en vue l'agenda politique en relation avec la Doctrine sociale de l'Eglise et de ne pas échanger ou discuter d'aspects opérationnels. Les discussions ne devraient pas non plus être une répétition de ce que nous partageons dans les nombreux lieux auxquels nous appartenons, mais plutôt d'arriver à des perspectives d'inspiration catholique.

Le résultat de ces premiers échanges sera le premier point sur l'agenda du groupe interdisciplinaire qui sera formé d'un représentant par groupe thématique suivant les explications fournies dans les propositions de réseau. Une première réunion de ce groupe devrait se tenir pendant la période des vacances d'été et c'est pourquoi nous invitons tous les groupes à ne pas attendre pour débiter leurs échanges. Nous avons l'intention d'informer tous les groupes thématiques des agendas des autres groupes et de maintenir informés tous les participants au Forum de tout ce qui se passera. Cela permettra d'inaugurer une stratégie plus large dans les domaines politiques.

Nous restons profondément convaincus de l'apport réellement positif dans ce processus des centres existants et nous accueillons leur support spécifique, que ce soit en tant que support logistique, ou comme secrétariat d'un ou de plusieurs groupes et, mieux, comme moteurs d'un ou de plusieurs thèmes.

Nous espérons des réunions thématiques constructives et nous vous souhaitons tout le succès possible pour créer des implications réellement constructives.

Johan Ketelers
Chair of the Forum Working group

Interview

Madame la Présidente du CCIC, vous vous êtes rendue au *Forum of catholic-inspired NGOs* qui s'est tenu à Rome du 12 au 14 février 2010,

Qu'avez-vous trouvé utile dans ce Forum ?

En premier lieu et après en avoir vécu l'expérience, le fait qu'il ait été organisé. Les OING catholiques rassemblées ne pouvaient qu'avoir le sentiment d'exister et d'être reconnues. Ensuite, la possibilité donnée de s'exprimer sur des sujets prioritaires avec l'objectif de dégager des axes de travail tangibles et précis. Enfin, la joie grandiose d'avoir découvert Rome sous la neige, d'en avoir subi les avatars et de conserver, par conséquent, un souvenir inoubliable !

Un même lieu pour le Forum et l'hôtellerie est une excellente opportunité.

Qu'avez-vous trouvé inutile dans ce Forum ?

En fait, rien si ce n'est la trop grande complexité des documents préparatoires, susceptibles de rebuter les ONG ou d'obscurcir les enjeux. En ce qui me concerne, je n'ai véritablement compris ce qui était demandé que sur site, à Rome donc. En outre, il n'est pas certain que les réponses apportées en amont du Forum aient été exploitées pendant le Forum.

Remarque supplémentaire qui n'illustre pas une situation « inutile » mais décalée : les intervenants des tables rondes n'ont présenté qu'un intérêt très relatif voire nul pour certains. Mauvais choix ? Experts mal informés de l'objectif du Forum ? Par ailleurs, temps de prise de parole non respecté ce qui a supprimé le débat.

Catherine DEREMBLE

Présidente du CCIC et
membre de la Représentation Permanente de
l'OIEC auprès de l'UNESCO

Qu'a-t-il manqué à la réunion ?

Une soirée festive commune ou la visite d'un site phare

Que suggérez-vous pour les sessions ? (contenu/méthodes)

Sur le plan des méthodes

- Rendre plus explicites et plus simples les documents préparatoires
- Prévoir aussi, pour chaque groupe de travail, une restitution publique (par le modérateur) avant de passer à l'étape des synthèses élaborées par le comité organisateur.

Sur le plan des contenus

Provoquer plus fortement la spécificité des ONG catholiques. Beaucoup d'entre elles sont restées rivées aux problématiques ou de l'Unesco, ou du Conseil de l'Europe ou de New-York ou de Genève. D'une certaine manière, faire en sorte qu'au sortir du Forum, les ONG se sentent envoyées en mission vers ces centres et non le contraire.

Etes-vous prête à soutenir le Forum ?

Maintenant, OUI

Autres commentaires ?

Remerciements chaleureux à tous les organisateurs

La 35^{ème} Conférence générale de l'UNESCO vue par une ONG membre du CCIC

PARIS, 6 au 23 octobre 2009

La Conférence générale est le principal organe de décision de l'UNESCO. Elle est composée par les représentants des 193 Etats membres. Les réunions ont lieu tous les deux ans pour fixer les politiques et les grandes lignes du travail de l'Organisation. En plus des Etats membres et des Membres associés, sont invités, en qualité d'observateurs, des Etats non membres, des Organisations intergouvernementales, des Organisations non gouvernementales et des Fondations. Un programme en français et en anglais était à la disposition des participants chaque jour, sur lequel on pouvait trouver : horaires, salles et contenu des séances plénières, forums, réunions des commissions, tables rondes, manifestations culturelles et activités de la Conférence. Sur Internet, on pouvait consulter les résumés des discours, les visites officielles, les invités d'honneur. Les affiches lumineuses et les écrans de l'UNESCO transmettaient ce qui se déroulait dans ce grand siège mondial.

Le débat de politique générale est un axe central de la Conférence. Pendant plusieurs séances plénières les participants ont donné des informations sur les activités mises en place en référence aux domaines de compétence de l'UNESCO, et sur les attentes et les réflexions concernant l'Organisation. Une grande majorité d'Etats ont réaffirmé leur volonté de faire tout leur possible pour atteindre les objectifs du Développement du Millenium dans les sphères de compétence de l'UNESCO, et en particulier, dans le domaine de l'Éducation pour tous.

A noter :

- Une quantité importante d'informations
- La présence des hommes et des femmes de différents pays avec leurs profils et costumes spécifiques, met en relief l'universalité de la Conférence
- La diversité géographique, car il y avait 160 nationalités présentes
- Des débats stimulants et variés
- La Conférence générale a été une instance de dialogue interactif, ouvert et critique
- Il y a eu beaucoup d'actions réalisées, mais il y a encore beaucoup à faire. Les progrès et les insuffisances ont été énumérés, mais il n'y a pas eu de fatalisme. Lors d'une période de crise, il faut être davantage solidaires.
- Il faut créer des stratégies en faveur de l'éducation pour tous. Ceci et le développement durable sont les tâches les plus urgentes de notre temps.
- Il s'agit de faire des déclarations de principes, mais il faut aussi récolter des fonds, mobiliser les possibilités humaines, réunir des compétences, créer des institutions et surtout avoir dès le début, une forte volonté commune". Luc Chatel

Le travail des 5 Commissions et de leurs réunions a été également un autre axe fondamental de cette Conférence :

Commission d'Éducation
Commission des Sciences Exactes et Naturelles
Commission des Sciences Sociales et Humaines
Commission de Culture
Commission de la Communication et de l'Information

Chaque Commission a mis à la disposition de tous les participants des documents, des CD, des dossiers, des dépliants dans plusieurs langues.

Tout au long de ces jours, on peut dire que le travail se présente sous différentes formes : étude et réflexion, examen de programmes, projets, notes d'information, révision des statuts, création de centres sous la protection de l'UNESCO, adoption de conclusions.

L'Exposition sur le thème " Cultures et Développement " était ouverte à tous les visiteurs pour illustrer le rôle stratégique de la culture dans la coopération internationale et le développement durable. L'influence des cultures dans le développement était visible au travers de plusieurs thèmes : la ville, le changement climatique, l'eau, le langage, la voix de l'Afrique ...

Le Comité de candidatures a eu plusieurs réunions pour examiner les candidatures présentées et procéder ainsi à l'élection du Président et Vice-président de la Conférence générale, à l'élection des membres pour le Conseil exécutif et à l'élection du successeur de l'actuel Directeur général de l'UNESCO.

La cérémonie en hommage au Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, qui finira son mandat le 14 novembre 2009, a eu un relief particulier. Presque 4 heures de témoignages de remerciements provenant de beaucoup de pays membres, prise de parole à la tribune, projection des vidéos illustrant son action au niveau mondial, sélection des messages écrits par 110 dirigeants et personnalités du monde entier, un livre d'or ...Remerciements traçant ses qualités et actions pendant les dix années de son mandat, entre autres, sa professionnalité, son humilité, son intégrité.

Pour illustrer l'importance que M. Koïchiro Matsuura a attaché à la promotion et à la sauvegarde du Patrimoine culturel, des artistes de différentes régions sont intervenus : Instrumentistes du Japon jouant des airs traditionnels et modernes, deux danseurs nous montrent l'évolution du tango argentin et un musicien congolais interprète au piano deux de ses compositions.

M. Koïchiro Matsuura a clôturé cette cérémonie en remerciant pour la collaboration de tous et de chaque personne qui travaille au siège de l'UNESCO ainsi que la collaboration de tous les pays représentés." Je suis ce que je fais dans ce monde avec les autres " a-t-il dit avec conviction et avec des paroles d'espérance dans l'avenir : " Notre destin n'est pas une chaîne, c'est un envol ".

Tout au long des trois semaines de la Conférence, des thèmes majeurs, des questions ont été repris. En voici quelques uns :

- La nécessité d'investir dans la diversité culturelle en protégeant toutes ses formes
- La suppression de la pauvreté
- L'éducation pour tous
- L'aide à l'Afrique
- La recherche de l'égalité des genres
- L'UNESCO et l'action mondiale face au changement climatique
- La célébration de l'Année Internationale du rapprochement des cultures en 2010
- Le développement durable
- La contribution de l'UNESCO à la gestion responsable des océans
- La nécessité d'évaluer les résultats des orientations et des programmes mis, en pratique ou non dans les pays
- La proposition de considérer le Bureau International de l'Education de Genève comme centre d'excellence de l'UNESCO en termes de curriculum , spécialisé dans le développement des contenus, des méthodes et des structures de l'éducation.

Des idées qui ont été reprises avec une forte insistance pendant la Conférence générale :

Acceptons les désaccords avec tolérance

Dans cette période de crise économique et financière, notre Organisation est plus nécessaire et pertinente que jamais. L'UNESCO est le parlement mondial du multiculturalisme. Il faut assurer une paix durable et équitable. Il faut développer la liberté d'expression

Il y a eu un fort appel pour que la jeunesse ait un rôle décisif dans les années à venir

L'inclusion des nouvelles technologies est indispensable

En lien avec l'éducation, plus de 80 ministres de l'Education ont pris la parole. L'éducation doit favoriser la pensée critique. Beaucoup d'entre eux ont insisté sur les manques de formation scientifique. Il y a très peu de femmes scientifiques!

Le renfort du soutien financier aux pays africains a été accepté et renforcé.

La clôture de la 35^{ème} Conférence générale a été marquée par l'élection de Madame Irina BOKOVA, de nationalité bulgare. Elle sera la première femme Directrice générale de l'UNESCO et la première représentante de l'Europe de l'Est.

Dans sa première allocution , après son élection, elle a mis l'accent sur les idéaux de paix, échanges et solidarité de l'UNESCO, en proposant une nouvelle vision , un projet d'un "nouvel humanisme pour le XXIème siècle" :

" La diversité culturelle et le dialogue entre les cultures participent à l'émergence d'un nouvel humanisme où le global et le local se réconcilient, et à travers lequel nous réapprenons à construire le monde".

" Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la paix, à la démocratie, à la justice et aux droits de l'homme. Pour moi, l'humanisme est une aspiration à la tolérance, au savoir et à la diversité des cultures. Il s'enracine dans l'éthique et dans la responsabilité sociale et économique. Il s'incarne dans l'assistance aux plus vulnérables. Il est au cœur de l'engagement dans la lutte contre les grands défis communs, notamment le respect de l'environnement ".

Isabel Alcubilla

Institution Thérésienne
Membre du CCIC

Activités internationales de l'AIC (Association internationale des charités)

A l'Unesco plusieurs occasions nous ont été données de parler de l'AIC. Christine Desveaux a présenté deux projets de formation des femmes l'un à Panama, l'autre au Mozambique dans une brochure éditée par la Commission Pauvreté. Lors de la journée des ONG du Conseil exécutif, j'ai présenté un projet avec les aveugles au Mexique qui rentrait dans le cadre du changement systémique. Marie Hélène de Genevraye envisage de présenter le projet Tsiry de Madagascar dans un colloque organisé par la commission « éducation pour tous ». Ce projet a d'ailleurs fait l'objet d'une demande de fonds à l'Unesco dans le cadre du programme de participation, l'Afrique étant un sujet prioritaire pour l'Unesco.

Forum des OING d'inspiration catholique Rome Février 2010

Il regroupait environ 90 OING catholiques ainsi qu'un certain nombre de représentants du Vatican. L'intérêt du forum réside surtout dans les nombreux échanges et contacts qu'il permet. Le nonce apostolique au Kenya, Mgr Loubeautin nous a par exemple encouragés à y monter une équipe AIC se disant prêt à nous recevoir là bas. Rose s'y trouvant prochainement va essayer de prendre contact avec lui. L'UMOFIC aussi présente à Madagascar s'est dite très intéressée par le projet Tsiry et envisage de collaborer. Il est par contre regrettable que les ONG qui sont intervenues en plénière aient fait des exposés théoriques au lieu d'exposer leur action sur le terrain. On peut aussi se demander s'il va y avoir un réel suivi de ce travail. Il ya quand même quelques propositions concrètes comme les campagnes communes, l'appui aux campagnes d'autres organisations catholiques, le travail en groupes par thèmes comme le travail digne (pour préparer la Conférence du BIT) ou la migration ou enfin la proposition de candidatures pour les postes du rapporteur spécial sur le droit à l'éducation au Conseil des droits de l'homme. La participation dans une évaluation des ODM, prévue pour Septembre 2010 pourrait être intéressante pour l'AIC qui pourrait y contribuer par ses expériences de terrain, par exemple dans la lutte contre la malnutrition des enfants ou la mortalité maternelle.

Forum des ONG (Beijing +15) et CSW New-York 26 février-5mars 2010

Ida était allée à Genève en novembre à une conférence préparatoire de ces deux événements.

En marge de la Commission sur le statut de la femme qui se tient une fois par an avec les états membres à l'ONU pour examiner les progrès réalisés en ce qui concerne les femmes, s'est d'abord tenu un forum d'ONG qui avait pour but une évaluation de Pékin +15. La conférence mondiale sur les femmes à Pékin en 1995 avait en effet établi une plate forme d'action qui listait 12 sujets critiques pour les femmes (pauvreté violence, éducation, participation politique etc...) ainsi que les stratégies à mettre en place pour chacun. Le 3ème objectif du millénaire est « promouvoir l'égalité des genres et l'empowerment de la femme » et le 5ème est « réduire la mortalité maternelle » et il est largement reconnu que pour atteindre les objectifs du millénaire les femmes ne doivent pas être seulement les bénéficiaires mais les acteurs du changement. Il faut savoir que les droits des femmes reposent sur la CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes) qui a été adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies mais qui n'a pas été ratifiée par certains pays dont les Etats-Unis et qui, lorsqu'elle a été ratifiée sans réserves, n'est pas appliquée car il manque les lois qui le permettraient.

Que retenir de ces deux manifestations ?

- Le positif : un très grand nombre de participantes, près de 8000 à la CSW venues du monde entier, dont beaucoup de jeunes. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon a annoncé la création d'une agence des droits des femmes à l'ONU. 300 ONG se sont regroupées dans une coalition appelée GEAR (Gender Equality Architecture Reform Campaign) pour soutenir ce projet. Le budget qui lui sera alloué et dont dépendra son efficacité reste un grand sujet de discussion. Par ailleurs on peut constater une avancée dans le domaine de la prise de décision. Plus de femmes participent aujourd'hui à la vie politique. Des progrès ont aussi été enregistrés dans l'éducation primaire.
- Le négatif : il a été beaucoup question des violences envers les femmes (traite des femmes et des enfants, mutilation sexuelle, mariages forcés). Le représentant de la France s'est insurgé en séance plénière contre le relativisme culturel en matière de violence envers les femmes. Le respect des traditions et de la culture ne doit rien excuser. Les 2/3 des illettrés sont des femmes; ce chiffre est le même depuis 30 ans même si aussi bien la plate forme d'action de Pékin que les objectifs du millénaire donnent priorité à l'éducation. Plus qu'un manque de moyens c'est souvent une absence de volonté politique qui en est la cause.
- On a beaucoup insisté et cela paraît assez nouveau sur la nécessaire implication des hommes dans le processus d'empowerment des femmes. Après tout elles sont les mères de ces « bad boys », d'où la nécessité d'éduquer aussi les hommes. Quand on éduque un homme, on éduque un individu, quand on éduque une femme, on éduque une famille et une communauté.

En conclusion, l'égalité des genres et l'empowerment des femmes sont un but et un moyen pour réussir à atteindre les objectifs du millénaire. Ce sont aussi la clé du développement durable et il est donc indispensable de réduire l'écart entre la législation et la mise en œuvre de la plate forme d'action telle qu'elle a été définie à Pékin.

Rencontre avec le groupe AIC de St John's University

Un groupe AIC a été formé à l'université vincentienne St John à New-York à l'initiative d'une fille de la charité Soeur Margaret. Elles sont très motivées mais cherchent encore comment s'organiser pour bien travailler ensemble en dehors d'actions individuelles. L'une d'elles, Natalie Boone, a accepté d'être notre représentante à l'ONU en plus de Jennifer Tazzi. Je les ai mises en relation avec Soeur Germaine Price qui représente à temps plein les Filles de la Charité à l'ONU et qui est prête à leur accorder toute l'aide nécessaire.

Alette de Maredsous
AIC

Les Commissions du CCIC

Commission Société

Les défis sociaux du monde d'aujourd'hui appellent à des engagements tant individuel, communautaire que global. Face aux inégalités sociales, à la croissance de la misère, et aux crises découlant des systèmes économiques mondiaux, la mobilisation de la société civile est devenue, plus qu'une urgence, une obligation, surtout dans son rôle de complémentarité des actions des pouvoirs publics.

Le CCIC, après la dissolution de la Conférence des OIC, est devenue à Paris, l'unique espace qui permet aux organisations catholiques de se retrouver entre elles, pour une meilleure connaissance mutuelle, aussi bien que pour un approfondissement de leur vision commune.

Historique

Le CCIC, dans une perspective de redynamisation de la présence des ONG catholiques à l'Unesco, a commencé à mettre en œuvre au début de l'année 2009 une stratégie reposant sur le travail de commissions. Celles-ci servent de cadre de réflexion approfondie aux organisations membres du CCIC. Les questions de

société pour l'une, Les liens entre **éducation et culture** pour l'autre.

Au lancement de la commission Société, en janvier 2009, sur la base du schéma de travail présenté par Edouard Koutsava, Secrétaire Général de la JECl, 13 personnes de 12 ONG membres du CCIC se sont inscrites.

Les premières rencontres de la commission ont été consacrées à la clarification des objectifs, à l'établissement du plan d'action, et à la définition d'une méthodologie de travail.

Rythme des Réunions:

La commission se réunit toutes les six semaines, à la suite des réunions des "Consultants". Chaque fois que nécessaire, des réunions supplémentaires sont programmées.

Les Objectifs fixés par la commission :

1. Contribuer au renforcement de la capacité/compétence des consultants membres du CCIC sur les sujets sociaux débattus à l'UNESCO.
2. Initier des réflexions sur des sujets sociaux en référence à l'Enseignement Social de l'Eglise ;
3. Promouvoir l'Homme au-delà de ses pauvretés, auprès de l'UNESCO et dans la Société, à travers nos ONG
4. Définir des stratégies de plaidoyer et d'action au niveau du CCIC dans le soutien des programmes.

Vision

Mutualiser les diversités des ONG et mettre nos expériences au service des politiques.
Aider les ONG catholiques et d'inspiration chrétienne à prendre une part active dans les débats.

Axes de travail :

Comprendre les tenants et aboutissants de l'inégale répartition des richesses et de la pauvreté.

Puiser à la Doctrine Sociale de l'Eglise.

Elaborer des manifestes sur les stratégies de lutte contre la pauvreté et de partage des richesses.

Identifier les richesses humaines à travers les pauvretés, ainsi que les actions possibles pour promouvoir ces richesses.

Recourir à des experts sur les principaux thèmes abordés

BILAN de l'Année 2009

Il a d'abord été procédé à la définition du thème général de travail : « La pauvreté, une réalité pluridimensionnelle ».

La finalité des recherches et des activités de la commission a été longuement débattue, ce qui a permis d'approfondir et de clarifier la compréhension du thème général.

Il a ensuite été procédé au recensement des différentes formes de pauvreté, sans prétendre à l'exhaustivité. A ces formes de pauvreté des antidotes ont été identifiées, sur lesquelles les membres de la commission continuent de travailler. (voir annexes)

Lors de la rencontre des consultants de juin 2009, la commission a fait intervenir le Père Jacques Turcq sur le thème de la Pauvreté en référence à la doctrine sociale de l'Eglise.

Plan d'action 2009-2010

1ère étape (Septembre –Décembre 2009) : Après avoir identifié les pauvretés présentes dans le monde d'aujourd'hui, retenir celles d'entre elles dont les antidotes, ou richesses inhérentes, peuvent produire un effet de levier. Des témoignages et cas concrets seront recherchés.

2ème étape: (janvier-juin 2010) Identifier des actions possibles, et les moyens, pour promouvoir ces richesses.

3ème étape (septembre-décembre 2010): Elaboration d'un projet de présentation des résultats des deux premières étapes à l'UNESCO et à nos ONGs. Adresser un plaidoyer aux représentants et ambassadeurs des gouvernements auprès d l'UNESCO.

Méthodologie de Travail:

Le travail de recherche et de proposition est effectué par chacun des membres de la commission avant chaque réunion.

Au cours des réunions, les résultats des travaux individuels sont présentés par chaque membre, analysés, puis synthétisés.

En fin de chaque réunion, l'ordre du jour de la réunion suivante est défini, ainsi que le travail de préparation individuel qui en découle.

Pour l'année 2010, la commission fera intervenir des personnes ressources et des experts (Marie-Claude Allez de ATD Quart Monde, Bertrand de Kermel du comité Pauvreté et Politique) pour approfondir certains aspects de la problématique de la pauvreté.

Conclusion

La commission Société, se veut le fer de lance du CCIC pour les actions qui touchent à l'amélioration des conditions sociales des populations. La situation des personnes et des pays les plus pauvres peut s'améliorer. Pour cela, nous avons besoin de mobiliser non seulement les ressources mais aussi et surtout les volontés.

Annexe 1

Les différentes formes de pauvretés déclinées par la Commission

économique

- pauvreté engendrée par le système bancaire, surendettement
- mouvements migratoires engendrés par les écarts de richesse (Algérie et Mali vers la France par exemple)

culturelle

- carcans culturels, traditions contraires à la dignité des personnes
- intolérance, fondamentalismes, phénomènes sectaires
- atteintes à la liberté de pensée

éducative

- déficit de transmission des valeurs au sein des familles, des communautés

géographique

- conditions climatiques, vulnérabilité aux catastrophes naturelles,
- environnement défavorable

information / communication

- sous-équipement, privation, manipulation

santé

- accès aux soins
- refus de soin pour des raisons idéologiques, ou de tradition

politique

- droits, paix, guerre, institutions, manque de démocratie apaisée

affective

- manque de capacité ou d'opportunité relationnelle entre les êtres

relationnelle

- Appelée également pauvreté d'intériorité ou pauvreté d'isolement

Commission Education et culture

Depuis le 16 février 2010, la commission s'est réunie 7 fois.

Constituée de 13 personnes, elle s'est fixée 3 objectifs :

- Faire émerger une réflexion et des propositions de pratiques spécifiques d'ONG catholiques présentes et actives à l'UNESCO.
- Donner à l'UNESCO de quoi connaître les positions et engagements du CCIC
- Donner à l'Eglise de quoi connaître également les travaux du CCIC.

La problématique retenue s'organise autour de ces cinq questions :

Comment faire naître une laïcité catholique respectueuse du multiculturalisme et du plurireligieux ?

Comment témoigner de notre conception chrétienne de l'éducation et de la culture à l'UNESCO ?

Que disons-nous et que faisons-nous pour que nous puissions accueillir la diversité ?

Que disons-nous et que faisons-nous pour que la diversité nous accueille ?

Qu'est-ce que « vivre ensemble » ?

Le travail s'est articulé autour de cette double approche de la laïcité :

- La laïcité comme hospitalité
- La laïcité comme nouvelle manière de concevoir l'espace social dans la mesure où la laïcité renvoie l'Eglise à son essence à savoir, être une communauté de croyants saisis de l'Evangile

De ces deux approches, ont émergé six incontournables pour les ONG ou Associations catholiques :

- Nécessité de proposer un service et de garantir une compétence
- Nécessité de se donner une structure de rencontre
- Nécessité d'être authentique
- Nécessité de s'interdire tout préjugé et a priori
- Nécessité d'exprimer le désir de rencontrer l'autre tel qu'il est
- Nécessité d'harmoniser les objectifs de chacune de nos organisations

L'examen de ce que nous représentons met en valeur les aspects suivants qui illustrent le fait que nous sommes, à l'UNESCO, une valeur ajoutée aux débats sur la culture et l'éducation :

- L'histoire nous confère une légitimité dans le secteur de l'éducation grâce à l'oeuvre des fondateurs, à l'origine de bien des élans éducatifs et culturels dans le monde.
- Les ONG catholiques peuvent s'appuyer sur la pensée des Encycliques, de la Doctrine sociale de l'Eglise et autres référents
- Les ONG catholiques véhiculent un humanisme qui se dit dans un vocabulaire spécifique (non pas environnement mais création, non pas oubli mais pardon)
- Les ONG catholiques doivent s'autoriser une audace d'intervention sinon d'ingérence dans le traitement des différences, c'est-à-dire refuser le consensus pour promouvoir le compromis qui prémunit des extrémismes et des fanatismes.

Le compromis défini comme pratique engageant les partenaires à répondre à la question « Sur quoi pouvons-nous nous engager ensemble ? » pose la question du VIVRE ENSEMBLE duquel se dégagent au moins quatre volets de l'éthique :

- L'éthique de la tolérance ou l'acceptation des désaccords
- L'éthique de la parole ou la volonté de mettre de la parole à côté de la parole et non des gestes
- L'éthique du temps ou la pratique de l'appropriation
- L'éthique de l'humilité ou la volonté de s'interdire tout prosélytisme

La mise en œuvre de ce « vivre ensemble » nous apparaît comme un temps important mais pas comme un objectif final assigné à tout être humain. Et ce temps requiert une formation.

D'où la seconde partie de notre étude pour l'année 2010 :

Comment éduquer à la culture du compromis ?

Rapport d'étape établi par C. Deremble
au nom de la commission